
Dossier
Sustainable Development Goals –
Beitrag der Schweiz



SDGs: La contribution des sciences humaines et sociales

(lb) Les Sustainable Development Goals SDGs de l'agenda 2030 de l'ONU sont actuellement omniprésents dans les sphères de la politique, mais aussi de la société civile, de la recherche et de l'économie suisse. C'est ainsi que les Académies suisse des sciences veulent promouvoir les contributions de la science à la réalisation de ce catalogue d'objectif en Suisse. Ce dossier a pour but de thématiser différents SDGs dans la perspective des sciences humaines et sociales. Ci-dessous, nous vous invitons à découvrir en bref les différents articles de ce dossier.

En guise de premier article du dossier, l'ambassadeur Michael Gerber (DFAE) nous offre un court aperçu de l'histoire des SDGs au niveau international et en Suisse. Ayant adopté l'agenda 2030 en septembre 2015, la Suisse n'a pas tardé à réunir un maximum d'acteurs concernés afin de créer un dialogue autour de la mise en œuvre des différents buts. Ces acteurs proviennent des milieux politiques et économiques, mais aussi de la société civile et de la recherche. C'est bien là une des spécificités de cet agenda: il pointe explicitement le doigt sur le besoin de coopération entre les différentes forces motrices de la société. Notamment, les sciences humaines et sociales ont un rôle majeur à jouer dans la résolution des grands défis sociétaux.

Considérer les nouveaux risques

Cet appel à une meilleure coopération, notamment entre la science et la politique, est également présent dans les contributions respectives de Walter Schmid (Hochschule Luzern, Soziale Arbeit) et de Hugo Fasel (Caritas Suisse) à l'exemple du SDG n°1 («Pas de pauvreté»). Selon Walter Schmid, les barèmes de l'aide sociale sont de plus en plus dictés par des critères idéologiques, et non pas par des critères scientifiques et objectifs. Aussi, selon Hugo Fasel, les politiques sociales actuelles sont encore axées sur la vision d'assurances sociales traditionnelles, alors que, selon les observations de la recherche, des «nouveaux risques» ont émergés ces dernières années.

Dossier Sustainable Development Goals – Beitrag der Schweiz

39

- 39 SDGs: La contribution des sciences humaines et sociales
- 41 Die Schweiz und die SDGs. *Michael Gerber*
- 43 Die SDGs – eine Herausforderung für die Wissenschaft. *Thomas Breu, Peter Messerli*
- 45 Weniger Armut in der Schweiz – Ideen sind da, der Wille fehlt. *Walter Schmid*
- 47 Armut ist die sozialpolitische Herausforderung der Zukunft. *Hugo Fasel*
- 49 Gesund und mit hoher Lebensqualität altern *Mike Martin, Hans-Rudolf Schelling, Alexandra M. Freund, Christina Röcke, Matthias Kliegel*
- 51 Wohlergehen von Kindern in Zeiten der Nachhaltigkeit. *Catrin Heite, Veronika Magyar-Haas, Marion Pomey, Franziska Schlattmeier*
- 53 Frauenhandel und sexuelle Ausbeutung in der Schweiz – Eine Übersicht. *Maritza Le Breton*
- 55 Bekämpfung von Zwangsheiraten – ein Beispiel für die Verflochtenheit von Selbstbestimmung, Gleichstellung und nachhaltiger Entwicklung *Anu Sivaganesan*
- 57 Prekäre Beschäftigung und schwere Ausbeutung von migrantischen Arbeitnehmenden. *Sarah Schilliger*
- 59 Prekäre Arbeitsverhältnisse im digitalen Wandel *Michael Mattmann*
- 61 Ungleichheit in der Schweiz: widersprüchliche Entwicklungstendenzen. *Christian Suter, Laura Ravazzini*
- 64 Mesures politiques contre les inégalités *Jean-Michel Bonvin*
- 66 Ressourcenschonend konsumieren und produzieren *Patrick Wäger, Heinz Böni*
- 68 Die Schweiz im Kontext von Frieden und Gerechtigkeit. *Anna Leissing*
- 69 SAGW-Veranstaltungsreihe zu den SDGs

Augmenter la qualité de vie

Le SDG n° 3 plaide pour une bonne santé et un bien-être élevé pour l'ensemble de la population. Les deux contributions de ce dossier le concernant thématisent respectivement deux catégories d'âge particulièrement vulnérables: les personnes âgées (Mike Martin et al., Universités de Zurich et de Genève) ainsi que les enfants et les jeunes (Catrin Heite et al., Université de Zurich). Elles mettent notamment en lumière l'apport important de la science dans le domaine de la qualité de vie. Premièrement, il s'agit de créer des modèles de mesure du bien-être qui se basent sur l'individu dans son contexte, dans l'optique d'une définition de la santé qui soit fonctionnelle. Cette revendication correspond en outre aux exigences de l'OMS («Global strategy and action plan on ageing and health», GSAP, 2015). Deuxièmement, il est primordial de prendre en compte la perspective subjective des individus, ainsi que d'explicitier les liens entre bien-être individuel et les différents thèmes de l'agenda 2030.

Assurer l'égalité

Pour le domaine de l'égalité hommes-femmes (SDG n° 5) aussi, la contribution de la recherche est importante, à l'image de la traite des femmes thématisée par Maritza Le Breton (FHNW). Effectivement, des statistiques fiables font actuellement défaut. Ce manque de connaissance sur l'ampleur et les spécificités de ce phénomène ralentit considérablement le développement et l'implémentation de mesures efficaces.

Le SDG n° 10 («Inégalités réduites»), quant à lui, thématise la question des inégalités dans les pays. Là également, les deux contributions de ce dossier dédiées à cet aspect du développement durable montrent bien que la recherche peut contribuer à combler les lacunes de connaissance afin de pouvoir lutter contre les inégalités en Suisse. Premièrement, Christian Suter et Laura Ravazzini (Université de Neuchâtel) thématisent les différentes dimensions à prendre en compte lorsque l'on parle d'inégalités, et deuxièmement, Jean-Michel Bonvin (Université de Genève)

pointe le doigt sur les différents champs politiques qui doivent être considérés pour atteindre une réduction durable de celles-ci.

Favoriser un monde durable et juste

Concernant le SDG n° 8 («Travail décent et croissance économique»), les contributions respectives de Sarah Schilliger (Universität Osnabrück) et de Michael Mattmann (Ecoplan) démontrent le besoin d'adapter le droit du travail à la société actuelle. Que ce soit dans le domaine des travailleurs étrangers (qui sont bien trop souvent sous-payés, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'économie ménagère) ou de la digitalisation (par exemple les plateformes de services en ligne) – il manque actuellement des normes légales garantissant une protection efficace des personnes, que ce soit au niveau des discriminations salariales ou encore de la protection sociale. Il en revient donc à la science de se poser la question: quelles sont les conditions institutionnelles et sociales qui permettent une telle protection ?

Finalement, le dossier contient également une contribution à propos du SDG n° 12 («Consommation et production responsables») par Patrick Wäger et Heinz Böhni (Empa) ainsi qu'un article concernant le SDG n° 16 («Paix, justice et institutions efficaces») par Anna Leissing (Swisspeace). Ces deux SDGs forment une base indispensable pour un développement durable au niveau écologique et social, et les deux contributions susmentionnées démontrent clairement l'importance d'une collaboration synergétique et cohérente entre tous les acteurs impliqués.

Nous vous souhaitons bonne lecture!

Die Schweiz und die SDGs

Michael Gerber, Botschafter und Sonderbeauftragter für globale nachhaltige Entwicklung

Die Schweiz konnte die Inhalte der Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung frühzeitig mitprägen. Nun arbeitet sie an ihrer Realisierung. Wie eine Bestandesaufnahme des Bundes gezeigt hat, besteht in vielen von den Geistes- und Sozialwissenschaften bearbeiteten Bereichen Handlungspotenzial. Im Juli wird der Bund einen Bericht zum Stand der Umsetzung präsentieren.

Als 2012 die Frage aufkam, was nach Ablauf der Millenniumsentwicklungsziele (*Millennium Development Goals MDGs*) Ende 2015 dereinst folgen soll, und an der Rio+20-Konferenz beschlossen wurde, einen Katalog von Zielen für nachhaltige Entwicklung (*Sustainable Development Goals SDGs*) zu erarbeiten, reagierte die Schweiz schnell. Umgehend stellte sich der Bund sowohl inhaltlich als auch strukturell auf, um in den internationalen Prozessen zur Ausgestaltung dieser neuen Agenda aktiv mitwirken zu können.

Schweizer Handschrift in den SDGs

Dieses unverzügliche Handeln, der direkte Einbezug wichtiger Akteure wie der Wissenschaft sowie die starke Positionierung auf internationaler Ebene trugen dazu bei, dass die Schweiz die Inhalte der Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung entscheidend beeinflussen konnte. So setzte sich die Schweizer Delegation in den zwischenstaatlichen Prozessen der UNO beispielsweise erfolgreich für konkrete Einzelziele in den Themenbereichen Wasser, Gesundheit, Geschlechtergleichstellung und friedliche, inklusive Gesellschaften ein. Ausserdem gelang es ihr, die Themen Nachhaltigkeit in Konsum und Produktion, Migration sowie Reduktion von Katastrophenrisiken prominent in der Agenda zu verankern. Die Schweiz war es

auch, die bereits zu Beginn der internationalen Diskussion forderte, die MDG- und die Rio-Agenda zu einer neuen, umfassenden und universell gültigen Agenda zusammenzuführen. Zugleich lancierte sie die frühzeitige Auseinandersetzung mit der Umsetzung, der Finanzierung und der Überprüfung der Agenda 2030. Auf diese Weise vermochte die Schweiz auch die Ausgestaltung eines globalen Überprüfungsmechanismus sowie die Umsetzungs- und Finanzierungsagenda (Addis-Abeba-Aktionsagenda) zu prägen.

Umsetzung durch die Schweiz

Seit der Verabschiedung der Agenda 2030 mit ihren 17 Nachhaltigkeitszielen im September 2015 arbeitet die Schweiz an deren Umsetzung. Anhand einer detaillierten Bestandesaufnahme hat der Bund inzwischen untersucht, wo die Schweiz in Bezug auf jedes der 169 Unterziele der SDGs steht, Lücken identifiziert und Vorschläge für entsprechende Massnahmen ausgearbeitet. Auf dieser Grundlage wird die Schweiz im Juli 2018 am Hochrangigen Politischen Forum für Nachhaltige Entwicklung (*High-Level Political Forum on Sustainable Development HLPF*) der UNO einen ersten umfassenden Bericht zum Umsetzungsstand präsentieren. Der Bundesrat wird voraussichtlich im Mai 2018 über den Bericht sowie die künftigen Umsetzungsschritte befinden.

Wie es seit Prozessbeginn 2012 der Fall ist, wird der Bund bei all diesen Arbeiten von bundesexternen Akteuren unterstützt. Aktuell begleitet eine Gruppe von Vertreterinnen und Vertretern aus Wissenschaft, Privatwirtschaft und Zivilgesellschaft die Arbeiten auf Bundesebene und bringt sich aktiv in die Umsetzung der Agenda 2030 durch die Schweiz ein.

Rolle der (Geistes- und Sozial-)Wissenschaften

Die Wissenschaft übernimmt in der Umsetzung eine Schlüsselrolle, indem sie 1. durch Forschung wissenschaftliche Evidenz über Chancen und Risiken (nicht) nachhaltiger Entwicklung schafft, 2. durch inter- und transdisziplinäre Lehre relevantes Wissen vermittelt sowie 3. durch gezielte Information und Kommunikation eine Führungsrolle für die breitenwirksame Verbreitung von Lösungsansätzen und Methoden übernimmt.

Da die 17 Nachhaltigkeitsziele zahlreiche Herausforderungen der Gesellschaft betreffen, braucht es zwingend geistes- und sozialwissenschaftliche Expertise. Die auch mit interessierten Schweizer Akteuren konsultierte Bestandaufnahme des Bundes hat gezeigt, dass in vielen von den Geistes- und Sozialwissenschaften bearbeiteten Bereichen Handlungspotenzial besteht. SDG 12 zu Nachhaltigkeit in Konsum und Produktion ist beispielsweise nur erreichbar, wenn die nachhaltige Ressourcenverwendung stärker in das Bewusstsein von Konsumentinnen und Konsumenten rückt und zu Verhaltensveränderungen führt. Eine Verringerung der sozialen Ungleichheit und Marginalisierung im Sinne von SDG 10 (sowie SDG 1) bedarf einer soziologischen Einordnung und Herangehensweise. Gleichzeitig tangiert SDG 5 zur Geschlechtergleichstellung gleich mehrere relevante Forschungsfelder der Geistes- und Sozialwissenschaften (Geschlechterforschung, Soziologie, Politikwissenschaft etc.).

Um die Nachhaltigkeitsziele bis 2030 erreichen zu können, ist es daher unerlässlich, das Wissen und die Kompetenzen der Geistes- und Sozialwissenschaften in relevanten Bereichen zu nutzen sowie wirksam und sichtbar einzubringen.

Zum Autor

Michael Gerber



Botschafter Michael Gerber ist Sonderbeauftragter der Schweiz für globale nachhaltige Entwicklung. Er war Schweizer Verhandlungsleiter für die Agenda 2030 sowie die Addis-Abeba-Aktionsagenda und vertritt die Schweiz im Zusammenhang mit der nachhaltigen Entwicklung gegen aussen.

Die SDGs – eine Herausforderung für die Wissenschaft

Thomas Breu und Peter Messerli, Centre for Development and Environment, Universität Bern

Die 17 Ziele der Agenda 2030 sind nicht widerspruchsfrei und fordern die Wissenschaft in mehrfacher Hinsicht. Nur durch inter- und transdisziplinäre Zusammenarbeit kann die Wissenschaft ihre Erkenntnisse umfassend einbringen und Entscheidungsprozesse unterstützen. Primär sollte sie sich mit der Frage auseinandersetzen, wie wir vom gegenwärtigen Ist-Zustand zum Soll-Zustand im Jahre 2030 gelangen können. Damit dies gelingen kann, braucht es eine breit abgestützte Förderoffensive im Bereich Transformationen für eine nachhaltige Entwicklung.

Die Agenda 2030 stellt eine umfassende Vision der Staatengemeinschaft für die nachhaltige Entwicklung dar, die nur durch neue Partnerschaften erfolgreich umgesetzt werden kann. Indem sich die Agenda zu wissensgeleiteten Entscheidungen bekennt, hat die Forschungsgemeinschaft nicht nur eine grosse Verantwortung erhalten, sondern auch die ausgezeichnete Chance, gemeinsam mit Politik, Wirtschaft und Zivilgesellschaft aktiv zur nötigen Transformation zu einer globalen nachhaltigen Entwicklung beizutragen. Soll die Veränderung erfolgreich sein, müssen allerdings gleichzeitig Defizite der (sozialen) Lebensgrundlagen und die (ökologischen) Überschreitungen der planetaren Grenzen angegangen werden.

Was in der Theorie einfach tönt, stellt sich in der Praxis als äusserst anspruchsvoll dar: Die Agenda 2030 mit ihren 17 Zielen und 169 Unterzielen lässt sich als Katalog voller Widersprüche und Interessenskonflikte, sogenannter trade-offs, lesen. Zur Verdeutlichung mag eine auf die Schweiz bezogene durchaus reale Problemstellung von unterschiedlichen Zielrichtungen dienen: Welche

Landwirtschaft kann zugleich das bäuerliche Einkommen sichern, mit qualitativ hochwertigen Produkten die inländische Nachfrage kostengünstig decken, die Biodiversität schützen und mit dem Welthandel kompatibel sein?

Wissenschaft muss sich inter- und transdisziplinär engagieren

Angesichts solch komplexer Fragen ist die Wissenschaft doppelt gefordert: Zum einen muss sie relevantes Wissen über die einzelnen Systembereiche und deren Zusammenwirken in Raum und Zeit (Systemwissen) zur Verfügung stellen. Zum anderen ist es nötig, dass sie mit den betroffenen Akteuren aus Zivilgesellschaft, Politik und Wirtschaft zusammenarbeitet, um gewollte Veränderungen zu definieren (Zielwissen) und gemeinsam Wege zur Umsetzung (Transformationswissen) zu entwickeln. Das heisst: Die Forschenden müssen inter- und transdisziplinäre Partnerschaften eingehen. Nur durch ein solch erweitertes Engagement über die klassischen Grenzen der Wissenschaft hinaus kann diese ihre Erkenntnisse möglichst umfassend in die Gestaltung von demokratischen Verhandlungs-, Lern- und Entscheidungsprozessen einbringen.

Dies ist umso wichtiger, als die erfolgreiche Umsetzung der Agenda 2030 massgeblich von der Förderung von sich gegenseitig verstärkenden Zielbereichen (co-benefits), einer kohärenten Politikgestaltung und von sozialen und technologischen Innovationen abhängt. Hinzu kommt der Zeitdruck: Da wir verschiedene Grenzen der sozialen Gerechtigkeit und ökologischen Lebensgrundlagen bereits überschritten haben oder sie an einen kritischen Punkt gelangt sind, muss die Transformation hin zu nachhaltiger Entwicklung massiv beschleunigt werden.

Richtungswechsel und Förderoffensive

Grundsätzlich fehlt es nicht an umfassendem Wissen über die Probleme und Prozesse für eine nachhaltige Entwicklung. Aber dieses wird generell unternutzt, ist teilweise widersprüchlich und nicht einfach greifbar. Vor diesem Hintergrund muss sich die Forschung in den verbleibenden 13 Jahren in erster Linie der Validierung und Synthese des bestehenden Wissensstocks widmen. Zusätzlich ist es entscheidend, dass sie sich verstärkt in der eigentlichen Transformationsforschung engagiert; das heisst mit der Frage beschäftigt, wie wir die Lücke zum Soll-Zustand im Jahre 2030 gegenüber dem gegenwärtigen Ist-Zustand füllen können. Und erst dann soll sie neues Systemwissen erarbeiten – vorzugsweise mit einem Fokus auf Wechselwirkungen zwischen unterschiedlichen Zielen.

Damit die Wissenschaft ihre Rolle effektiv wahrnehmen kann, ist aber auch in der Wissenschaftspolitik ein Richtungswechsel dringend nötig. Die Nachhaltigkeitsforschung fristet in der Schweiz ein Nischendasein und nimmt gegenüber der disziplinären und auf Grundlagen ausgerichteten Forschungslandschaft eine marginale Position ein. Damit die Schweiz ihren Verpflichtungen und eigenen Interessen nachkommen kann, braucht es eine eigentliche Förderoffensive im Bereich Transformationen für eine nachhaltige Entwicklung. Diese Offensive soll jedoch nicht nur alleinige Sache der Wissenschaftspolitik sein. Vielmehr muss sie durch die Umwelt-, Wirtschafts-, Sozial- und Aussenpolitik mitgetragen werden.

Literatur

- Breu T, Bergöö M, Bürgi Bonanomi E, Fässler M. 2017: Die Schweiz und die Agenda 2030. Diskussionspapier zur Umsetzung der Ziele für Nachhaltige Entwicklung in und durch die Schweiz. 12p. Zürich: Sustainable Development Solutions Network Switzerland (SDSN).
- Messerli P, Bieri S. 2018: Können wir die Zukunft gestalten? – Die Agenda 2030 als Impuls für die Handlungsfähigkeit der Schweiz.

Zu den Autoren

Thomas Breu



Thomas Breu ist Professor und Direktor des Zentrums für Nachhaltige Entwicklung und Umwelt (CDE) der Universität Bern und Präsident der Kommission für Forschungspartnerschaften mit Entwicklungsländern (KFPE) der scnat. Er studierte Geografie und Volkswirtschaft und verfügt über mehr als 20 Jahre Erfahrung in Nachhaltigkeitsforschung zu

Mensch-Umwelt-Systemen in Südostasien, Ostafrika und Zentralasien.

Peter Messerli



Peter Messerli ist Professor für Nachhaltige Entwicklung und Direktor des Centre for Development and Environment (CDE) der Universität Bern. Seine Forschungsinteressen liegen in der nachhaltigen Entwicklung von Landsystemen unter dem Einfluss von globalem Wandel. Er ist Co-Vorsitzender des Global Land Programs (GLP) von Future Earth sowie des UNO-

Weltberichts zur Nachhaltigen Entwicklung. Zudem ist Peter Messerli Vertreter der Akademien in der schweizerischen Begleitgruppe zur Agenda 2030.



Weniger Armut in der Schweiz – Ideen sind da, der Wille fehlt

Walter Schmid, Hochschule Luzern, Soziale Arbeit

Armut hat verschiedene Gesichter und hängt vom gesamtgesellschaftlichen Zusammenhang ab. In der Schweiz gilt als arm, wer mit 2200 Franken oder weniger pro Monat auskommen muss. Die Armutsquote beträgt zurzeit rund sieben Prozent. Bis 2030 sollte der Anteil der Armen in der Schweiz auf gut drei Prozent gesenkt werden. Das dürfte schwierig werden.

Die Sustainable Development Goals, SDGs, sollen bis 2030 global und von allen UNO-Mitgliedstaaten erreicht werden. Das heisst, nicht nur die armen Länder, auch die Schweiz ist aufgefordert, die gesetzten Ziele im eigenen Land umzusetzen. Schon mit dem ersten Ziel, die Armut in allen ihren Formen und überall zu beseitigen, dürfte sich die Schweiz schwertun. Denn dieses Ziel beinhaltet nicht nur die Überwindung von extremer Armut, der immer noch rund 800 Millionen Menschen auf der Welt ausgesetzt sind, sondern auch Fortschritte in den reichen Ländern. So etwa das Unterziel 1.2, wonach bis 2030 der Anteil der Männer, Frauen und Kinder jeden Alters, die in Armut in all ihren Dimensionen nach der jeweiligen nationalen Definition leben, mindestens um die Hälfte zu senken sei.

Existenzminimum als Massstab

Armut, Elend, Entbehrungen und menschliche Not haben viele Gesichter. Ebenso vielschichtig ist der Armutsbegriff selber. Es lassen sich jedoch verschiedene Konzepte unterscheiden, welche einzelne Aspekte der Armut ins Zentrum stellen. Zunächst wird die Armut mit einem festen monetären Betrag, der das Überleben sichern soll, in Zusammenhang gebracht. Die Idee eines «minimal standard of living», eines Existenzminimums, geht davon aus, dass sich der Bedarf eines Menschen betragsmässig festschreiben lässt. Wer diesen Betrag nicht zur Verfügung hat, gilt als arm. Im SDG 1.1 werden beispielsweise 1,25 US-Dollar als Wert zur Definition von extremer Armut herangezogen. In der Schweiz orientiert sich das Existenzminimum an den Richtlinien der Schweizeri-

schen Konferenz für Sozialhilfe SKOS und wird mit rund 2200 Franken pro Monat für eine Einzelperson und 4050 Franken für eine Familie mit zwei Kindern berechnet.

Armut ist situationsabhängig

Armut ist jedoch keine absolute Grösse. Relative Armutskonzepte stellen sie deshalb in einen gesamtgesellschaftlichen Zusammenhang und vergleichen das verfügbare Einkommen eines armutsbetroffenen Haushalts mit dem Durchschnittseinkommen. Liegt es 50 Prozent unter diesem, gilt ein Haushalt als arm. So werden Armutsquoten international vergleichbar. Für die Schweiz beträgt die Armutsquote zurzeit rund sieben Prozent. Neben diesen quantifizierbaren Armutsdefinitionen bestehen Armutskonzepte, die sich eingehend mit den übergeordneten strukturellen Gegebenheiten befassen. So etwa das Lebenslagen-Konzept, das unter anderem nach den Verhältnissen auf dem Arbeitsmarkt, nach der Wohnsituation, den Bildungschancen der Kinder oder der Gesundheitsversorgung fragt. Ebenso der Ansatz des Nobelpreisträgers für Ökonomie, der die Verwirklichungschancen des Einzelnen und damit ein dynamisches Armutskonzept ins Zentrum rückt. So aussagekräftig diese Ansätze sind, sie entziehen sich einer einfachen Quantifizierung.

Armutsquote konstant, aber zu hoch

Will die Schweiz das SDG der Armutsbekämpfung erreichen, muss sie den Anteil der Armen auf gut drei Prozent senken. Dazu wird sie kaum in der Lage sein. Betrachtet man den Anteil der armutsbetroffenen Bevölkerung und deren Zusammensetzung, so stellt man fest, dass sich in den letzten zehn Jahren kaum etwas geändert hat. Von konjunkturell bedingten Fluktuationen abgesehen, blieb die Armutsquote mehr oder weniger konstant. Auch die Sozialhilfequote, welche den Anteil der Wohnbevölkerung misst, der Sozialhilfe bezieht, ist mit gut drei Prozent weitgehend unverändert. Schlecht ausgebildete Personen, alleinerziehende Eltern, ausgesteuerte Arbeitslose,

46

kinderreiche Familien, Jugendliche, die den Einstieg ins Berufsleben nicht schaffen, und Menschen mit psychischen Problemen, die aber nicht zu einer Rente führen, gehören seit längerem zu den von Armut am ehesten betroffenen Bevölkerungsgruppen. Hinzu kommen Asylsuchende, Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommene.

Zögerliche Umsetzung

Aus Wissenschaft und Praxis gibt es zahlreiche Vorschläge, wie die Armut dieser Gruppen reduziert werden könnte, etwa durch die Einführung von Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien oder ältere, ausgesteuerte Arbeitslose. Aber auch eine konsequente, früh einsetzende Integration der Personen aus dem Asylbereich oder Massnahmen in der Früherziehung und der Bildung können Armut reduzieren. Obwohl an vielen Stellen im Kleinen einiges getan wird, fehlt es am politischen Willen, weiter reichende Massnahmen einzuleiten. Vielmehr steht zu befürchten, dass die Standards für staatliche Leistungen, namentlich in der Sozialhilfe, weiter gesenkt und nach ideologischen Kriterien, nicht nach wissenschaftlich objektivierbaren Massstäben festgelegt werden.

Zum Autor

Walter Schmid



Walter Schmid, Prof. Dr. iur., geb. 1953, ist Dozent und Projektleiter an der Hochschule Luzern Soziale Arbeit und war von 2003 bis 2016 deren Direktor. Davor war er unter anderem zehn Jahre Chef des Jugend- und Sozialamts der Stadt Zürich und während fünfzehn Jahren Präsident der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe, SKOS. Seit 2009 ist

er Mitglied des Vorstands der SAGW.



Armut ist die sozialpolitische Herausforderung der Zukunft

Hugo Fasel, Direktor Caritas Schweiz

Dass Armut auch in der Schweiz existiert, ist vielen nicht bewusst. Dabei sind rund eine Million Menschen von Armut betroffen oder bedroht. Es braucht Massnahmen in verschiedenen Politikfeldern. Vor allem aber braucht es eine zuständige Instanz und zur Umsetzung eine Eidgenössische Kommission für Armutsfragen.

In der Sozialpolitik ist die Aufmerksamkeit nach wie vor auf die klassischen Sozialversicherungen gerichtet. In den letzten Jahren sind jedoch neue Risiken entstanden: Jährlich werden rund 40 000 Personen ausgesteuert; das berufliche Wissen veraltet rasch oder es wird durch die Strukturveränderungen der Wirtschaft einfach nicht mehr gebraucht; ältere ArbeitnehmerInnen haben Schwierigkeiten, wieder eine Stelle zu finden; Alleinerziehende, insbesondere Frauen, können oft kein existenzsicherndes Einkommen erzielen. Dazu kommt, dass in einzelnen Branchen ein Teil der Löhne unter dem Existenzminimum liegen. Als Folge davon nimmt die Armut in der Schweiz ständig zu.

Nach den Berechnungen des Bundesamts für Statistik sind in der Schweiz über eine Million Menschen von Armut betroffen oder bedroht. Ob wir es wahrhaben wollen oder nicht: Längst nicht alle Menschen können am Güterseggen unserer Gesellschaft teilhaben. Insbesondere Kinder aus armutsbetroffenen und bildungsfernen Haushalten sind sehr gefährdet, als Erwachsene wieder zu den Armen zu zählen.

Politikfelder der Armutsprävention

Um die Armut in der Schweiz zu bekämpfen, muss man sich zuerst bewusst sein, dass es sich um ein Querschnittsthema handelt. Lösungsansätze sind deshalb

breit und vielfältig. Sie betreffen verschiedenste Politikbereiche. Nachfolgend sollen einige Politikfelder benannt werden, die für die Armutsbekämpfung wesentlich sind:

Armutsberichte

Bis heute ist das Bewusstsein, dass Armut auch in der Schweiz existiert, noch wenig entwickelt. Beispielsweise verfügen bis heute noch immer nicht alle Kantone über Armutsberichte, die das Ausmass und die Ursachen der Armut analytisch erfassen und Basis einer gezielten Armutspolitik bilden sollten.

Sozialhilfe

Das Leistungsniveau der Sozialhilfe muss erhalten bleiben, um die Marginalisierung ganzer Bevölkerungsgruppen zu verhindern. Die Richtlinien der SKOS sind durch die Kantone und Gemeinden verbindlich einzuhalten.

Bildungspolitik

Viele Menschen, die in Armut geraten, haben Bildungsdefizite. Durch Strukturveränderungen sind wertvolle berufliche Fähigkeiten plötzlich nicht mehr gefragt und müssen durch neue Kenntnisse ersetzt werden. Gezielte Weiterbildung und Nachholbildung sind notwendig. Dazu braucht es vonseiten des Bundes ein stärkeres Engagement und die Entwicklung neuer Weiterbildungsansätze. Das hohe Tempo der Veränderungen, ausgelöst durch die Digitalisierung, rückt die Bildungspolitik auch künftig in den Vordergrund politischen Handelns.

Familienpolitik

Die Analyse der Familienarmut zeigt, dass vor allem Alleinerziehende einem hohen Armutsrisiko ausgesetzt sind. Armutsgefährdet sind aber auch Familien mit meh-

renen Kindern. Das zentrale Instrument zur Bekämpfung von Familienarmut sind Ergänzungsleistungen für Familien. Es gibt bereits in einigen Kantonen positive Erfahrungen mit diesem Instrument. Der Bund müsste die Verantwortung für eine gesamtschweizerische Einführung und Mitfinanzierung übernehmen.

Um dem rasch wachsenden Risiko entgegenzuwirken, dass Armut, wie zu früheren Zeiten, von den Eltern an die Kinder vererbt wird, muss die Frühförderung in allen Kantonen definitiv verankert werden. Für alleinerziehende Eltern hat ebenso der Zugang zu bezahlbaren familienergänzenden Einrichtungen eine zentrale Bedeutung, um ihre Perspektiven verbessern zu können.

Arbeitsmarktpolitik

Langzeitarbeitslosigkeit und Aussteuerung nehmen alljährlich zu. Diesen Menschen fehlen die beruflichen Perspektiven, und das Risiko ist gross, dass sie früher oder später auf Sozialhilfe angewiesen sein werden. Die Anstrengungen zur Integration arbeitsloser Menschen müssen deshalb verstärkt werden. Dies hat in erster Linie durch eine Neuausrichtung der aktiven Arbeitsmarkt-massnahmen in der Arbeitslosenversicherung zu geschehen.

Institutionelle Verankerung

Bis heute ist nicht definiert, wer auf Bundesebene für das Thema Armut zuständig ist. Es ist notwendig, ein Bundesamt als verantwortliche Stelle zu bezeichnen. Zu seinen Aufgaben müssten zumindest das Armutsmonitoring und die Koordination zwischen den verschiedenen Akteuren der Armutspolitik gehören. Zu deren Umsetzung bedarf es der Schaffung einer Eidgenössischen Kommission für Armutsfragen.

In der Armutspolitik steht die Schweiz noch in den Anfängen. Vieles bleibt zu tun.

Zum Autor

Hugo Fasel



Hugo Fasel (1955) studierte Volkswirtschaftslehre an der Universität Fribourg. Der langjährige Nationalrat (CSP) gründete insgesamt drei Unternehmen, darunter die Ritec, ein Integrationsprogramm für Ausgesteuerte und Sozialhilfeempfänger. Seit 2008 ist er Direktor der Caritas Schweiz. Zudem unterrichtet er seit 1999 an der Fachhochschule Nordwestschweiz sowie an den Fachhochschulen Bern und Freiburg für den MBA-Lehrgang das Fach «Politik und Lobbying». Hugo Fasel ist verheiratet und hat zwei Töchter.



Gesund und mit hoher Lebensqualität altern

Mike Martin, Hans-Rudolf Schelling, Alexandra M. Freund, Christina Röcke, Universität Zürich; Prof. Matthias Kliegel, Universität Genf

Bei der Beurteilung der Gesundheitssituation im Alter braucht es einen Paradigmenwechsel. Nicht mehr die Krankheit steht im Fokus, sondern die Lebensqualität. Das setzt Anpassungen beim Monitoring und Investitionen in die Forschungsinfrastruktur voraus.

Nimmt man Daten des Bundesamts für Statistik (BFS) von 2016, dann geben für die Gruppe «65+» 78% der Personen eine hohe oder sehr hohe «subjektive Einschätzung der Lebensqualität» an; deutlich geringer sind die Werte für Alleinlebende über 65-Jährige. Dies ergibt aber kein differenziertes Bild der Wirklichkeit und des bestehenden Handlungsbedarfs. So hat die Schweiz in der Weltgesundheitsversammlung 2016 dem «Globalen Strategie- und Handlungsplan Gesundes Altern» zugestimmt. Er basiert auf dem ersten Weltbericht Altern und Gesundheit (WHO, 2015), der ein neues Paradigma des «Gesunden Alterns» formuliert hat. Es geht davon aus, dass Gesundheitsversorgung im Alter an der funktionalen Fähigkeit von Menschen in ihrem realweltlichen Kontext ausgerichtet sein soll. Die funktionale Fähigkeit beruht auf dem systematischen Zusammenspiel von Kontexten, allen individuellen Eigenschaften – also auch, aber nicht nur, vorhandenen Erkrankungen – und Aktivitäten und deren Wechselwirkung. Zusammen ermöglicht das Zusammenspiel im besten Fall jederzeit eine hohe Lebensqualität.

Von der Krankheit zur Lebenssituation

Das Konzept ist neu, weil es Personen mit und ohne Erkrankungssymptome gleichermaßen einschliesst und den Blick weg vom Einzelsymptom und hin zur Person in ihrem Kontext lenkt. Allein dies wird dazu beitragen, dass ältere Menschen in der Gesellschaft nicht allein als bedrohlich wachsende Gruppe chronisch Kranker, sondern in der Gesamtheit ihrer Kompetenzen und Beeinträchtigungen wahrgenommen werden. Die Messung und Verbesserung dieser kontextualisierten Gesundheit im 2020–2030 geplanten Jahrzehnt des Gesunden Alterns

verläuft entlang der Zeitschiene des Nachhaltigen Entwicklungsziels 3 «Gesundheit und Wohlergehen» der UN.

Alternde Gesellschaft im Fokus

Der Handlungsplan setzt fünf Ziele: (1) Nationale Umsetzung der Strategie, (2) Entwicklung altersfreundlicher Umwelten, (3) Ausrichtung der Gesundheitsversorgung an der funktionalen Fähigkeit, (4) Entwicklung gerechter und nachhaltiger Langzeitpflege und (5) Verbesserung der Messung, des Monitorings und der Erforschung des gesunden Alterns. Das Ziel der nationalen Umsetzung der Strategie wird durch die «a+ Schweizerische Plattform Alternde Gesellschaft» der Schweizerischen Akademien der Wissenschaften unter Federführung der SAGW begleitet (siehe auch S. 22 in diesem Bulletin). Hier haben sich bisher über 45 Stakeholder aus dem gesamten Bereich von Gesundheitsversorgung, Bundesämtern, Versorgern, Universitäten, Fachhochschulen, klinische Einrichtungen, Senioren-Universitäten und Volkshochschulen auf die Einrichtung einer gemeinsamen Plattform für die nationale, regionale und kantonale Umsetzung des GSAP verständigt. Diese Umsetzung ist mit der WHO abgestimmt, jedoch vollständig auf die Schweiz zugeschnitten.

Zeit für einen Paradigmenwechsel

Die vier weiteren Ziele müssen als Nächstes angegangen werden. Dank einiger Initiativen im Bereich der altersfreundlichen Städte und in Richtung von «Smart Cities» kann beim zweiten Ziel auf guter Substanz aufgebaut werden. Beim Ziel 3, Ausrichtung der Gesundheitsversorgung am Modell, muss noch das Bewusstsein geschaffen werden. Noch gibt es kantonale oder nationale Strategien und auch die Gesundheitsversorgung insgesamt, die jeweils auf ein einzelnes Krankheitssymptom fokussieren. Dagegen wäre die Ausrichtung auf die kontextualisierte funktionale Fähigkeit ein wirklicher Paradigmenwechsel: Der Erfolg einer Massnahme würde daran gemessen, ob die realweltliche funktionale Fähigkeit einer Person ausserhalb des klinischen Kontextes erhalten oder verbessert wird.

Handlungsbedarf bei Daten und Instrumenten

Beim fünften Ziel gibt es Handlungsbedarf: Um jederzeit ein kontextualisierbares Gesamtbild der Gesundheit und Lebensqualität im Alter zu haben, ist wichtig, die Nutzung vorhandener Daten und Instrumente zum Monitoring der Gesundheit und Lebensqualität zu verbessern. Diese stammen beispielsweise aus dem Schweizerischen Gesundheitsobservatorium oder dem Kompetenzzentrum für sozialwissenschaftliche Forschung (FORS). So sind grosse Gruppen von älteren Personen mit koordinationsintensiven Erkrankungen aus vielen Studien ausgeschlossen, und vielfach wird, wie bei der zitierten BfS-Auswertung der Lebensqualität, nicht zwischen den Altersgruppen innerhalb der heterogenen Gruppe der 65+-Jährigen differenziert.

Investition in Forschungsinfrastruktur

Neu ermöglicht die Digitalisierung eine preiswerte und innovative Erweiterung des Lebensqualitäts-Monitorings. Die bisherigen Daten sind arm an situativen und kontextbezogenen Informationen und werden relativ selten erfasst. Um die im Modell des Gesunden Alterns zentrale funktionale Fähigkeit einzelner Personen systematisch und flächendeckend als Versorgungsziel überhaupt umzusetzen, benötigt es dichte Beobachtungen im realweltlichen Kontext. Dies erfordert eine Investition in eine Forschungsinfrastruktur für verantwortliche Gesundheitsforschung mit hohen Datendichten, in digitale Kompetenzen älterer Menschen zur Nutzung ihrer Gesundheitsdaten und in transdisziplinäre Forschungsgruppen aus Gesundheits-, Technik-, Rechts- und Kontext-/Geistes-WissenschaftlerInnen zur Erschliessung kausaler Zusammenhänge zwischen den erfassten Informationen. Diese Kausalmodelle sind Voraussetzung zur Reduzierung von Versorgungskosten im Bereich koordinationsintensiver Erkrankungen allein von Hunderten Millionen Schweizer Franken jährlich. Wenn diese Investitionen jetzt erfolgen, dann können bis zum Beginn des «Jahrzehnts des gesunden Alterns» 2020 die Grundlagen gelegt und das Nachhaltige Entwicklungsziels bis 2030 erreicht werden.

Weitere Informationen

«a+ Schweizerische Plattform Alternde Gesellschaft»
www.ageingsociety.ch/ageing-society.html

Bundesamt für Statistik (2016). Erhebung über die Einkommen und Lebensbedingungen, SILC-2016 Version 25.09.2017.

WHO (2015). World Report on Ageing and Health. www.who.int/ageing/publications/world-report-2015/en/

Zu den AutorInnen

Mike Martin



Prof. Dr. Mike Martin (* 1965) ist seit 2002 Professor für Gerontopsychologie und Gerontologie an der Universität Zürich. Er ist Direktor des Zentrums für Gerontologie, Co-Direktor des Universitären Forschungsschwerpunkts «Dynamik Gesunden Alterns» und Präsident der UZH3 Senioren-Universität.

Christina Röcke



Dr. Christina Röcke (* 1977) ist Wiss. Geschäftsführerin des Universitären Forschungsschwerpunkts «Dynamik Gesunden Alterns» an der Universität Zürich. Ihr Forschungsschwerpunkt liegt auf der Entwicklung und Regulation emotionaler Prozesse und subjektiven Wohlbefindens im Zusammenspiel mit anderen Kernfacetten der Gesundheit und Lebensqualität im späteren Erwachsenenalter und Alter.

Hans Rudolf Schelling



Hans Rudolf Schelling (* 1961) ist Geschäftsführer des Zentrums für Gerontologie der Universität Zürich (ZfG). Seine Forschungsschwerpunkte sind die Sozialpsychologie und Soziologie des Alter(n)s, Altersbilder, Einstellungen zum und im Alter sowie Sozial- und Evaluationsforschung. Schelling ist Redaktionsmitglied der Zeitschrift «Angewandte GERONTOLOGIE Appliquée» (AGA).

Alexandra M. Freund



Prof. Dr. Alexandra M. Freund (* 1964) ist seit 2005 Professor für Entwicklungspsychologie, Erwachsenenalter, an der Universität Zürich. Ihre Forschungsschwerpunkte sind: Prozesse erfolgreichen Alterns, Motivationale Entwicklung im Erwachsenenalter, Lebenslanges Lernen.

Matthias Kliegel



Prof. Dr. Matthias Kliegel (* 1971) ist seit 2011 Professor für Kognitives Altern an der Universität Genf. Er ist ausserdem Direktor des Interfakultären Zentrums für Gerontologie und Vulnerabilitätsforschung (CIGEV) und leitet das Teilprojekt zum höheren Erwachsenenalter am Nationalen Forschungsschwerpunkt NCCR LIVES.



Wohlergehen von Kindern in Zeiten der Nachhaltigkeit

Catrin Heite, Veronika Magyar-Haas, Marion Pomey, Franziska Schlattmeier, Universität Zürich

Es gibt einen Zusammenhang zwischen dem Wohlergehen von Kindern und Themen der Nachhaltigkeit. Sicherung des Friedens, Beseitigung von Armut und Ungleichheit, Erhalt der Umwelt sind nur einige der Aspekte nachhaltiger Entwicklung, welche die Situation von Kindern beeinflussen. Die Sichtweisen und Forderungen der Kinder sollten indessen noch weiter erforscht werden.

Wohlergehen von Kindern

Das Aufwachsen von Kindern zeigt sich als ein vielschichtiges Phänomen, in dem sich gesellschaftliche (Ungleichheits-)Verhältnisse spiegeln. Nicht nur global, sondern auch innerhalb der Schweiz bestehen starke Differenzen etwa hinsichtlich des Zugangs zu materiellen Ressourcen, zu Bildung und Freizeitangeboten. Diese Unterschiede haben grossen Einfluss auf das Wohlergehen von Kindern und prägen auch ihre Erzählungen darüber, was für sie bedeutsam erscheint. Entsprechend sind über die im Rahmen quantitativer Forschung erfassten objektiven Rahmenbedingungen des Aufwachsens hinaus die subjektiven Perspektiven der Kinder auf ihr Wohlergehen¹ ebenfalls angemessen und differenziert in den Blick zu nehmen. Dies ist auch der Anspruch zahlreicher qualitativ angelegter Studien im Bereich der internationalen Kindheitsforschung, die angesichts ungleicher sozialer, rechtlicher und politischer Kontexte Erkenntnisse über Wohlergehen von Kindern zu gewinnen suchen.

Wohlergehen und Nachhaltigkeit

Wie internationale Studien zeigen (Unicef 2013; OECD 2009; Bradshaw/Richardson 2009), steht das Wohlergehen von Kindern in deutlichem Zusammenhang mit

Themen und Herausforderungen, die sich mit dem Konzept der Nachhaltigkeit verbinden – auch wenn dieser Zusammenhang bislang nicht explizit bearbeitet wurde. Implizit wird deutlich, dass die 17 UN-Ziele für nachhaltige Entwicklung, wie u.a. die Beseitigung von Armut, die Reduzierung von Ungleichheit, die Geschlechtergleichstellung, die Friedenssicherung sowie Gewährleistung einer umfassenden Gesundheitsversorgung und das Vorgehen gegen Umweltzerstörung, die Bedingungen der Möglichkeit von (kindlichem) Wohlergehen im globalen Massstab darstellen. Die seit den 1980er-Jahren formulierbare «normative Leitidee» der Nachhaltigkeit, «dass die Bedürfnisse der Gegenwart nicht auf Kosten derjenigen zu verwirklichen seien, die zukünftig ihre Bedürfnisse realisieren wollen» (Neckel 2018: 12), schliesst dabei insbesondere an kindheitstheoretische und ethische Analysen hinsichtlich der Fragen nach der Generationengerechtigkeit (Brumlik 1995) an. So erscheint es in theoretischer, empirischer und sozialwie gesellschaftspolitischer Hinsicht sinnvoll, diese latenten Verknüpfungen explizit zu formulieren und zu begründen.

Offene Fragen und Forschungsbedarf

Vor diesem Hintergrund liesse sich Fragen nach dem Zusammenhang zwischen den Zielen nachhaltiger Entwicklung und menschlichem Wohlergehen theoretisch und begriffsbildend präziser sowie empirisch fokussierter nachgehen. So stellen sich empirisch nicht nur Fragen danach, was Kinder allgemein unter Wohlergehen verstehen, was sie wertschätzen und wichtig finden, sondern auch danach, was sie sich künftig für sich selbst wünschen und was unbedingt bewahrt werden sollte. Aus den empirischen Aussagen der Kinder lässt sich ihre Sicht auf die Bedeutung etwa des Umweltschutzes oder der Armutsbetroffenheit, aber auch ihre Positionierung zum Postulat der Nachhaltigkeit genauso rekonstruieren wie auf Zumutungen einer auf Konsum setzenden Wirtschaftsordnung schliessen.

¹ Zur Kritik an einer rein subjektiven Perspektive auf Wohlergehen siehe den Beitrag Heite/Pomey/Salah/Schlattmeier im SAG-Bulletin 3/2016, S. 39–41.

Zugleich beinhaltet die Verknüpfung von Wohlergehen und Nachhaltigkeit eine dezidierte Theoriearbeit, welche den drei Dimensionen nachhaltiger Entwicklung – der wirtschaftlichen, sozialen und ökologischen – folgt und diese zu kindlichem Wohlergehen relationiert. Zu ergänzen wäre u.E. eine solche Inverhältnissetzung mit der Dimension des Politischen. Denn zum einen zeigen internationale Forschungen zu Wohlergehen die hohe Relevanz von Partizipation für die befragten Kinder auf, zum anderen fungiert das Politische als zentraler Aspekt demokratisch und gerecht gestalteter Gesellschaften. Aus der Perspektive der erziehungs- und sozialwissenschaftlichen Kindheitsforschung ist somit eine Theoretisierung sowie empirische Justierung der vier Dimensionen als Vektoren menschlichen Wohlergehens zu leisten und die Sichtweisen der Kinder zu Themen der und zu Forderungen von Nachhaltigkeit substanzieller herauszuarbeiten.

Literatur

- Bradshaw, Jonathan; Richardson, Dominic (2009): An Index of Child Wellbeing in Europe. In: *Child Indicators Research*, 2, 3, pp. 319–351.
- Brumlik, Micha (1995): *Gerechtigkeit zwischen den Generationen*. Berlin: Berlin Verlag.
- Neckel, Sighard (2018): *Die Gesellschaft der Nachhaltigkeit. Soziologische Perspektiven*. In: Ders./Besedovsky, N./Boddenberg, M./Hasenfratz, M./Pritz, S. M./Wiegand, T.: *Die Gesellschaft der Nachhaltigkeit. Umriss eines Forschungsprogramms*. Bielefeld: transcript, S. 11–23.
- OECD (2009): *Doing Better for Children*. Paris: OECD Publishing.
- UNICEF (2013): *Child Well-being in Rich Countries: A Comparative Overview*. Innocenti report card 11. Florence: UNICEF office of research.

Zu den AutorInnen

Catrin Heite



Prof. Dr. Catrin Heite (1974, ein Kind; geb. 2013) ist seit 2012 Inhaberin des Lehrstuhls für Erziehungswissenschaft mit dem Schwerpunkt Sozialpädagogik an der Universität Zürich. Ihre Arbeitsschwerpunkte liegen im Bereich der Theorie und Geschichte der Sozialpädagogik, sozialpädagogischer Professionalität, gesellschaftlicher Transformationsprozesse und sozialer Ungleichheit. Sie ist Mitherausgeberin der Zeitschrift *soziale passagen – Journal für Empirie und Theorie Sozialer Arbeit* sowie zahlreicher Sammelbände.

Veronika Magyar-Haas



Dr. Veronika Magyar-Haas (1979) ist seit 2015 Oberassistentin am Lehrstuhl für Erziehungswissenschaft mit dem Schwerpunkt Sozialpädagogik an der Universität Zürich. Ihre Arbeitsschwerpunkte, u.a. sozialwissenschaftliche Körper- und Emotionsforschung, Kindheitsforschung, Theorien der Bildung und der Gemeinschaft, sind in den Bereichen Sozialpädagogik und Bildungsphilosophie verankert.

Marion Pomey



Dr. Marion Pomey (1979) war von 2009 bis 2015 wissenschaftliche Assistentin und ist seit Dezember 2015 wissenschaftliche Oberassistentin mit dem Schwerpunkt Sozialpädagogik am Institut für Erziehungswissenschaft an der Universität Zürich. Ihre Arbeitsschwerpunkte liegen im Bereich der Theorie und Geschichte der Sozialpädagogik, der Kindheitsforschung sowie der Methoden rekonstruktiver Sozialforschung. Sie ist Mitglied des Vorstands der Schweizerischen Gesellschaft für Soziale Arbeit (SGSA).

Franziska Schlattmeier



MA Franziska Schlattmeier (1984; zwei Kinder: geb. 2013 und 2017) ist wissenschaftliche Assistentin am Lehrstuhl Sozialpädagogik bei Prof. Dr. Catrin Heite. Ihre Arbeitsschwerpunkte liegen im Bereich der Theorie der Kindheit, der (frühen) Kindheitsforschung, Child Well-Being sowie Professionsforschung.



Frauenhandel und sexuelle Ausbeutung in der Schweiz – Eine Übersicht

Maritza Le Breton, Fachhochschule Nordwestschweiz

Weltweit verrichten geschätzt rund 21 Millionen Menschen Zwangsarbeit, 4,5 Millionen werden sexuell ausgebeutet. Insbesondere Frauen sind betroffen. Verlässliche Statistiken fehlen aber weitgehend, auch in der Schweiz. Menschenhandel stellt eine grundlegende Menschenrechtsverletzung dar, die für einen Rechtsstaat und seine Gesellschaft nicht hinnehmbar ist. Er muss strafrechtlich verfolgt und angemessen bestraft werden.

Menschenhandel bedeutet nach internationaler Definition insbesondere Menschen befördern, verbringen, beherbergen oder aufnehmen zum Zwecke der Ausbeutung. Die Ausbeutung umfasst mindestens die sexuelle Ausbeutung, die Ausbeutung der Arbeitskraft oder die Entnahme von Körperorganen. Gemäss der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschen schmuggel (KSMM) ist Menschenhandel ein schweres Verbrechen, von dem die Schweiz insbesondere als Ziel land mit der Absicht der sexuellen Ausbeutung, bspw. im Kontext des Sexgewerbes, betroffen ist.

Ausmass und Ursachen des Frauenhandels

Die Anzahl der Opfer von Zwangsarbeit wird von der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO) weltweit auf rund 21 Millionen Menschen geschätzt. Dabei wird von 4,5 Millionen Betroffenen sexueller Ausbeutung ausgegangen. Der erwirtschaftete jährliche Umsatz wird auf 150 Milliarden US-Dollar kalkuliert (vgl. ILO 2017). Der Global Slavery Index betont allerdings, dass 2016 45,8 Millionen Menschen weltweit unter sklavereiähnlichen Bedingungen lebten (vgl. Global Slavery Index 2016). In der Schweiz wird die Zahl der Opfer von Menschenhandel seitens des Bundesamts für Polizei jährlich auf 1500–3000 geschätzt. Die KSMM weist auf die Schwierigkeiten hin, das Phänomen des Menschenhandels in Zahlen zu fassen, verortet die Gründe teils «in den Ursachen des Menschenhandels selbst: In armen Regionen sind breite Bevölkerungsschichten betroffen, die manchmal nicht einmal amtlich erfasst sind» (KSMM 2017: 2). Die wissenschaft-

liche Literatur betont zwar die zunehmende Dimension und Komplexität des Phänomens, weist zugleich – trotz zunehmendem Bewusstsein und Aufmerksamkeit für die Existenz des Menschenhandels – auf das breite Spektrum zu dessen Ausmass sowie auf die unterschiedlichen Interessen und Agenden der beteiligten Länder und AkteurInnen hin (vgl. Lindner 2014 / Moret/Efionayi-Mäder/Stants 2007). So wird der Kenntnisstand zu diesem komplexen Thema sowohl in der Schweiz als auch anderswo als unzureichend betrachtet. Die Schweiz verfügt über fast keine oder lediglich mangelhafte Statistiken zu den Mechanismen des Menschenhandels. So wird bspw. die erwähnte Schätzung des Bundesamts für Polizei, welche auf der Basis einer Extrapolation von europäischen Schätzungen aus dem Jahr 2002 erfolgt, als veraltet, unbegründet und meist zu hoch geschätzt aufgefasst (vgl. Moret/Efionayi-Mäder/Stants 2007).

Bekannt ist, dass insbesondere junge Frauen im Alter von 17 bis 25 Jahren aus Ungarn, Rumänien, Bulgarien, Brasilien, der Dominikanischen Republik, Thailand, Nigeria und Kamerun durch falsche Arbeits-, Ausbildungs- oder Liebesversprechungen in die Schweiz gelockt werden, wo sie zur Prostitution resp. zu sexueller Ausbeutung in der Sexindustrie gezwungen werden.

Frauenhandel als geschlechtsspezifische Gewaltform

Frauenhandel muss bei aller Vielschichtigkeit im Kontext von Abhängigkeits-, Ausbeutungs- und Gewaltverhältnissen betrachtet werden, welche auf strukturbedingten Benachteiligungen von Frauen und Kindern basieren. Frauenhandel ist eine stark ausgeprägte, geschlechtsspezifische Form alltäglicher struktureller Gewalt gegen Frauen. Indem Frauen aus gewissen Ländern Asiens, Afrikas, Lateinamerikas und Osteuropas auf bestimmte weibliche Funktionen reduziert und in Abhängigkeitsverhältnisse getrieben werden, wird ihr Recht auf Selbstbestimmung und ihre psychische und physische Integrität verletzt. Folglich stellt Menschen- resp. Frauenhandel

eine grundlegende Menschenrechtsverletzung dar, die für einen Rechtsstaat und seine Gesellschaft nicht hinnehmbar ist. Für die TäterInnen stellt Menschenhandel in erster Linie ein lukratives Geschäft dar (vgl. KSMM 2017: 1). Dies, obwohl die Schweiz durch Art. 182 StGB alle Formen des Menschenhandels gemäss internationaler Definition unter Strafe stellt und Art. 195 StGB die Förderung der Prostitution verbietet. Allerdings gestaltet sich das Aufdecken von Fällen als komplex, und «einer hohen vermuteten Dunkelziffer steht daher eine vergleichsweise bescheidene Anzahl Fälle in den offiziellen Statistiken von Polizei und Justiz gegenüber» (KSMM 2017: 3).

Menschenhandel muss verfolgt und bestraft werden

Die rechtliche Problematisierung von Menschenhandel verweist anhand der Debatte der internationalen Abkommen auf eine lange Geschichte, die immer auch auf Verschränkungen zu einer Problematisierung von Sexarbeit hinweist. Der Ausschuss der UNO-Frauenrechtskonvention CEDAW empfiehlt der Schweiz jedoch auch im November 2016, u.a. Menschenhandel strafrechtlich zu verfolgen und angemessen zu bestrafen sowie den Datenzugang zu den Betroffenen von Menschenhandel zu differenzieren resp. zu verbessern. Denn dieses Wissensdefizit erschwert die Entwicklung und die Implementierung von adäquaten Interventionen gegen Menschenhandel.

Literatur

- The Global Slavery Index (2016). URL: <https://www.globalslaveryindex.org/findings/> [Zugriffsdatum: 31.01.2018].
- International Labour Organization (2017). Forced labour, modern slavery and human trafficking. URL: <http://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/lang-en/index.htm> [Zugriffsdatum: 30.01.2018].
- Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM) (2017). Menschenhandel – eine moderne Form der Sklaverei. URL: https://www.ksmm.admin.ch/dam/data/ksmm/dokumentation/fact_sheet/fs-menschenhandel-d.pdf. [Zugriffsdatum: 30.01.2018].
- Lindner, Christoph (2014). Die Effektivität transnationaler Massnahmen gegen Menschenhandel in Europa – Eine Untersuchung des rechtlichen Vorgehens gegen die moderne Sklaverei in der Europäischen Union und im Europarat. Tübingen.
- Moret, Joëlle/Efionayi-Mäder, Denise/Stants, Fabienne (2007). Menschenhandel in der Schweiz. Opferschutz und Alltagsrealität. Neuenburg.

Zur Autorin

Maritza Le Breton



Maritza Le Breton, Dr. phil., ist Professorin für Soziale Arbeit an der Hochschule für Soziale Arbeit der Fachhochschule Nordwestschweiz am Standort Olten. Sie befasst sich seit vielen Jahren u.a. mit Geschlechter-, Diversity- und Migrationsforschung und war 1992–2001 Beauftragte für Grundlagen- und Öffentlichkeitsarbeit der Fachstelle Frauenhandel und Frauenmigration (FIZ). Ihre Arbeiten widmen sich u.a. Ungleichheits- und Ausschlussmechanismen von Frauenarbeit im globalen Kontext am Beispiel von Frauenhandel und Sexarbeit.



Bekämpfung von Zwangsheiraten – ein Beispiel für die Verflochtenheit von Selbstbestimmung, Gleichstellung und nachhaltiger Entwicklung

Anu Sivaganesan, Präsidentin der Organisation Migration und Menschenrechte

Die Zwangsheirat ist immer noch verbreitet. Auch Minderjährige sind betroffen. Die Schweizer Fachstelle Zwangsheirat erhält wöchentlich 5 bis 9 Fallmeldungen. Fehlende Gleichstellung sowie gesellschaftliche Normen spielen mit. Die bestehenden Gesetze wirken vor allem präventiv, werden aber kaum durchgesetzt.

Die Selbstbestimmung bei der Wahl des Ehepartners oder der Ehepartnerin gilt als elementares Menschenrecht (Art. 16 Abs. 2 Allgemeine Erklärung der Menschenrechte). «Eliminate all harmful practices, such as child, early and forced marriage and female genital mutilation» – so lautet das nachhaltige UNO-Entwicklungsziel (SDG) 5.3, das Frauen und Mädchen zur Selbstbestimmung befähigen soll. Als Kinder gelten gemäss der UN-Kinderrechtskonvention Personen unter 18 Jahren (Art. 1). Die Afrikanische Charta über die Rechte und das Wohlergehen des Kindes brachte darüber hinaus die Innovation, minderjährige Eheschliessungen und Verlobungen als «schädliche soziale und kulturelle Praktiken» zu bezeichnen (Art. 21 Abs. 2). Auch das Bundesgesetz über Massnahmen gegen Zwangsheiraten vom 1. Juli 2013 enthält Rechtsänderungen, die Minderjährigenheiraten verhindern sollen. Nebst den rechtlichen Massnahmen lancierte der Bund das Programm Bekämpfung Zwangsheiraten. Seit Januar 2018 führt nun die Fachstelle Zwangsheirat als Kompetenzzentrum des Bundes diese Bemühungen weiter. Denn Zwangsheirat ist in der Schweiz kein Randphänomen. Die Fachstelle Zwangsheirat hat in den Jahren 2016 und 2017 311 bzw. 316 Fachberatungen durchgeführt und erhält wöchentlich 5 bis 9 Fallmeldungen. Die Anzahl Beratungen von minderjährigen Betroffenen, vor allem bei Mädchen, ist tendenziell im Anstieg begriffen. Die Betroffenen weisen in der Regel einen Migrationshintergrund auf.

Fehlende Gleichstellung und gesellschaftliche Normen

Heirat und Ehe waren und sind in den meisten Gesellschaften mit Normen und Erwartungen des sozialen Umfelds behaftet. Historisch war dies etwa der Heiratsdruck bei einer Schwangerschaft. In der vielkulturell geprägten Schweiz von heute kennen konservative und traditionalistische Minderheiten einen normativen Druck zur Ehe. Die intergenerationelle Mit- bis Fremdbestimmung bei der PartnerInnenwahl setzt weit vor dem Heiratsalter ein und prägt die Erziehung, die sich etwa an traditionellen Geschlechterrollen orientiert. Dies macht die Eheschliessung auch zu einer Gleichstellungsthematik: zwischen den Geschlechtern, aber auch zwischen den Generationen.

Gleichzeitig schliessen patriarchale Strukturen die Mittäterschaft von Frauen genauso wenig aus wie die Betroffenheit von Männern. Im Kontext der Gewalt gegen Frauen wird Zwangsheirat oft als Form von häuslicher Gewalt diskutiert. Es erscheint jedoch zielführender, Zwangsheirat als eine Gewaltform zu verstehen, die in der erweiterten Verwandtschaft stattfindet (*kin-based-gender-violence*)¹.

Wenig Wahlfreiheit

Eine Zwangsverheiratung – als formelle oder informelle Heirat – liegt dann vor, wenn die Heiratsanbahnung durch Eltern und Verwandte jede Mitbestimmung ausschliesst und/oder die Weigerung von mindestens einem der beiden zu Verheiratenden ignoriert. Die Absenz von alternativen Lebensstilperspektiven zur (heterosexuellen) Ehe, Endo-

¹ Definition des wissenschaftlichen Kuratoriums der Fachstelle Zwangsheirat.

gamiedruck sowie Altersvorgaben stecken jedoch auch die Möglichkeiten und Grenzen der Wahlfreiheit bei der arrangierten Heirat ab. Hier hat es in der Schweiz legislative Bemühungen gegeben, aber bisher hat noch keine Legiferierung stattgefunden.

Gesetzgebung ist vor allem präventiv, nicht durchsetzungsstark

Die bisherigen rechtlichen Massnahmen inklusive der Sanktionierung der Zwangsheirat vermögen das Unrechtsbewusstsein in den betroffenen Gemeinschaften wie auch in der breiteren Gesellschaft zu schärfen. Dies mag auch präventiv wirken. Hingegen kam es bisher nur vereinzelt zu Verurteilungen, weil die meisten Betroffenen ihre Verwandten nicht im Gefängnis sehen wollen. Handlungsbedarf besteht etwa in Bezug auf die Opferhilfeleistungen: Während der Akt der Zwangsverheiratung im Ausland bestraft werden kann (Art. 181a Abs. 2 StGB), erhalten die Opfer einer Heiratsverschleppung keine Opferhilfe (Art. 3 Abs. 2 OHG), weil die Straftat im Inland stattgefunden haben muss. Die Gesetzgebung trägt damit der Transnationalität von Zwangsheiratsfällen bis anhin (noch) nicht genügend Rechnung. Zentral ist und bleibt die Sensibilisierung von Akteuren, die mit dem Phänomen konfrontiert werden, seien dies Behörden und Anlaufstellen, Lehrpersonen und Vorgesetzte sowie allgemein das Umfeld von (potenziell) Betroffenen – und natürlich diese selbst, deren Selbstbestimmung und Menschenwürde im Zentrum der Bemühungen steht.

Literatur

- Büchler Andrea, Zwangsehen in zivilrechtlicher und international-privatrechtlicher Sicht, Rechtstatsachen – Rechtsvergleich – Rechtsanalyse, in FamPra.ch 4/2007 vom 5.11.2007.
- Sabbe Alexia, Temmerman Marleen, Brems Eva, Forced marriage: an analysis of legislation and political measures in Europe, in: Crime Law Soc Change (2014) 62.
- Samad Yunas, Forced marriage among men: An unrecognized problem, in: Critical Social Policy, Vol. 30 (2): 189–207.
- Bridgette A. Toy-Cronin, What Is Forced Marriage – Towards a Definition of Forced Marriage as a Crime against Humanity, 19 Colum. J. Gender & L. 539, 590 (2010).

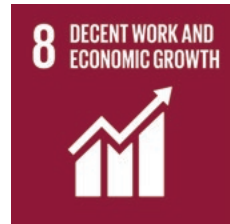
Zur Autorin

Anusooya Sivaganesan



Anusooya Sivaganesan, Juristin, geboren 1987, forscht an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Zürich zum Thema: «Unfreie Heirat – eine Menschenrechtsverletzung in ihrer euro-asiatischen Verflechtung: Zwangsheiraten und ihre Interdependenzen in der Schweiz, Grossbritannien, den Niederlanden, Pakistan, Sri Lanka und der Türkei».

Zudem wirkt sie ehrenamtlich als Präsidentin der Organisation Migration & Menschenrechte, der Trägerschaft der Fachstelle Zwangsheirat-Kompetenzzentrum des Bundes.



Prekäre Beschäftigung und schwere Ausbeutung von migrantischen Arbeitnehmenden

Sarah Schilliger, Visiting Scholar am Institut für Migrationsforschung und Interkulturelle Studien (IMIS), Universität Osnabrück

Ein Unterziel von Ziel 8 der Sustainable Development Goals umfasst den Schutz der Arbeitsrechte und die Förderung sicherer Arbeitsumgebungen insbesondere für MigrantInnen und WanderarbeiterInnen. Prekäre und ausbeuterische Beschäftigung von ausländischen Arbeitskräften ist auch in der Schweiz verbreitet, bleibt aber häufig unbemerkt.

Als «schwere Arbeitsausbeutung» werden Arbeitssituationen bezeichnet, die erheblich von den Bedingungen abweichen, wie sie im Arbeitsrecht und in anderen Rechtsvorschriften festgelegt sind. Dies kann sich auf schlechte oder gar ausstehende Entlohnung, überlange Arbeits- und kurze Ruhezeiten, lückenhafte Sozialversicherung, prekäre Arbeitssicherheit sowie skrupellose Behandlung durch Arbeitgeber oder Agenturen beziehen. In den krassesten, aber selteneren Fällen geht schwere Arbeitsausbeutung mit Menschenhandel einher.

Verbreitet sind stark ausbeuterische und prekäre Arbeitsverhältnisse in zahlreichen Wirtschaftszweigen – insbesondere im Baugewerbe, in der Landwirtschaft, der Gastronomie/dem Hotelgewerbe, der Hauswirtschaft und Betreuung in Privathaushalten sowie im Sexgewerbe. Betroffen sind unterschiedliche Gruppen von MigrantInnen – sowohl Menschen mit EU-Pass, die im Rahmen der Personenfreizügigkeit temporär in der Schweiz arbeiten, als auch Drittstaaten-Angehörige (vgl. Probst/Efionayi-Mäder 2016). Verstärkt kommen ausbeuterische Arbeitsverhältnisse vor bei MigrantInnen mit ungesichertem oder irregulärem Aufenthaltsstatus (Sans-Papiers, Asylsuchende, Flüchtlinge) und bei Arbeitskräften, die

über Vermittlungs-/Personalverleihagenturen oder SubunternehmerInnen beschäftigt sind.

Stärkung des Rechtsrahmens und Empowerment der MigrantInnen für die Einforderung ihrer Rechte

Verschiedene Umstände begünstigen die Ausbeutbarkeit von migrantischen Arbeitskräften. Aufgrund von Armut und prekären wirtschaftlichen Bedingungen in den Herkunftsländern sind MigrantInnen häufig bereit, Arbeitsbedingungen zu akzeptieren, die weit hinter den geltenden gesetzlichen Standards zurückbleiben. Zudem haben sie meist limitierte Möglichkeiten, die ihnen eigentlich zustehenden Rechte auch geltend zu machen. Studien zu osteuropäischen Live-in-Betreuerinnen zeigen beispielsweise, dass diese aufgrund der sozialen Isolation und der mangelnden Kontakte zur lokalen Bevölkerung häufig wenig über die geltenden rechtlichen Bestimmungen (z.B. bezüglich Mindestlohn, Anspruch auf Sozialleistungen) wissen und teilweise nicht ausreichende Kenntnisse der lokalen Sprache haben, um sich im Fall eines rechtlichen Missstands zu verständigen. Zudem fehlen rechtliche Anlaufstellen, oder den Betroffenen ist nicht bekannt, wohin sie sich wenden können, wenn sie Unterstützung benötigen (Schilliger 2015).

Zwar haben internationale Organisationen und die Schweizer Regierung in jüngster Zeit Kampagnen gegen sogenannten Menschenhandel zwecks Arbeitsausbeutung initiiert. Doch häufig bleiben Missbräuche und Nicht-Gewährung grundlegender sozialer Rechte und minimaler Arbeitsstandards unerkannt und erhalten im Diskurs um

Menschenhandel nur wenig Aufmerksamkeit. Folgende Massnahmen scheinen wichtig, um dem SDG-Ziel 8 zur Etablierung menschenwürdiger Arbeitsverhältnisse näher zu kommen: Stärkung des Rechtsrahmens zum Schutz migrantischer Arbeitskräfte (so sind beispielsweise die stark von Ausbeutung betroffenen Sektoren Hauswirtschaft und Landwirtschaft in der Schweiz weiterhin vom Arbeitsgesetz ausgeschlossen), Verbesserung der Aufsichtssysteme (Ausbau der Arbeitsinspektorate, stärkere Kontrolle von Personalverleih- und Vermittlungsagenturen), Sensibilisierung und Empowerment der MigrantInnen, ihre Rechte einzufordern (durch Anlaufstellen, aufsuchende Gewerkschaftsarbeit), und verbesserter Zugang zur Justiz (z.B. sollen Sans-Papiers ohne Angst vor Ausschaffung vor Arbeitsgericht gehen können). Grundlegender Forschungsbedarf besteht in der Schweiz nicht nur zum Ausmass schwerer Arbeitsausbeutung von MigrantInnen, sondern auch zur Frage, unter welchen institutionellen und sozialen Bedingungen MigrantInnen bestärkt werden können, ihre Rechte geltend zu machen.

Literatur

- Probst, Johanna/Efinonayi-Mäder, Denise (2016): Arbeitsausbeutung im Kontext von Menschenhandel. Eine Standortbestimmung für die Schweiz. Neuchâtel: Swiss Forum for Migration and Population Studies.
- Schilliger, Sarah (2015): «Wir sind doch keine Sklavinnen!» Polnische Care-Arbeiterinnen in der Schweiz organisieren sich selbst. In: Denknetz Jahrbuch Nr. 15, Edition 8, Zürich, S. 164–177.

Zur Autorin

Sarah Schilliger



Sarah Schilliger arbeitete von 2008 bis 2016 als (Ober-)Assistentin am Seminar für Soziologie der Universität Basel, wo sie 2014 mit einer ethnografischen Studie zur Pendelmigration polnischer Care-Arbeiterinnen promovierte. Zurzeit weilt sie im Rahmen eines SNF-PostDoc-Mobility-Stipendiums als Gastwissenschaftlerin am Institut für Migrationsforschung und Interkulturelle Studien IMIS, Universität Osnabrück.



Prekäre Arbeitsverhältnisse im digitalen Wandel

Michael Mattmann, Ecoplan

Schwierig ist ein Arbeitsverhältnis, wenn es unsicher und auch noch schlecht bezahlt ist. In der Schweiz sind rund 2,5% der Erwerbstätigen davon betroffen, wenn auch meist nur vorübergehend. Ein zweischneidiges Schwert sind die neuen Onlineplattformen: Sie erleichtern zwar den Arbeitseinstieg, gehen aber mit grossen Unsicherheiten einher. Damit Arbeitsmarkt und Sozialstaat funktionieren, braucht es Regulierungen auch im digitalen Bereich.

Prekarität entsteht durch Unsicherheit und ungenügende Entlohnung

Ein Arbeitsverhältnis ist dann prekär, wenn es sich aufgrund bestimmter Unsicherheiten oder einer ungenügen-

den Entlohnung negativ auf die darin tätige Person auswirkt. Personen, die trotz einem Normalarbeitsverhältnis unter die Armutsgrenze fallen, werden als «Working Poor» bezeichnet. Oft findet sich Prekarität aber in nicht-traditionellen Arbeitsverhältnissen wie befristeten Anstellungen oder Arbeit auf Abruf. Unsicherheit als zentraler Bestandteil von Prekarität manifestiert sich in verschiedenen Bereichen (Abbildung 1), ist aber nicht gleichzusetzen mit Prekarität. In einem funktionierenden Markt wird eine erhöhte Unsicherheit durch eine Lohnprämie abgegolten, der Arbeitnehmende kann zwischen Sicherheit und Entlohnung entscheiden. In der Realität hat ein Arbeitnehmender jedoch oftmals keine Wahl und muss Unsicherheit zwingend in Kauf nehmen.

59

Abb. 1: Sieben Bereiche der Arbeits-Unsicherheit



ECOPLAN

Die Zahl besonders problematischer Arbeitsverhältnisse bleibt weitgehend stabil

In einem gesellschaftlichen Kontext besonders problematisch sind Arbeitsverhältnisse, bei denen eine erhöhte Unsicherheit mit einer unterdurchschnittlichen Entlohnung einhergeht.¹ In der Schweiz waren 2016 rund 113 000 Personen in einem solchen Arbeitsverhältnis tätig, was 2,5% aller Erwerbstätigen entspricht. In den Jahren 2004 bis 2009 liess sich eine Zunahme feststellen, seit dem Jahr 2010 ist der Anteil weitgehend stabil geblieben. Viele Erwerbstätige verbleiben dabei nur kurz in einem solchen Arbeitsverhältnis. Oft wechseln sie von einem weniger problematischen Arbeitsverhältnis in ein besonders problematisches Arbeitsverhältnis und rasch wieder zurück. Solo-Selbstständigen – also Selbstständigerwerbenden ohne Angestellte – stellen sich ähnliche Herausforderungen, wie zum Beispiel die ungenügende sozialstaatliche Absicherung. Es zeigt sich, dass der Anteil Solo-Selbstständiger zwischen 2004 und 2016 bei rund 6,5% der Gesamtbevölkerung weitgehend stabil geblieben ist.

Digitalisierung bietet viele Chancen, birgt aber auch Risiken

Der digitale Wandel hat das Potenzial, die Organisation der Arbeitswelt grundlegend zu verändern. Getrieben werden diese Veränderungen insbesondere durch Onlineplattformen und Apps wie Uber oder AirBnB. Diese Plattformen ermöglichen eine effiziente Vermittlung von Arbeitsangebot und Arbeitsnachfrage zu tiefen Transaktionskosten. Sie bieten den Vorteil, dass die Hürden zur Arbeitsaufnahme sehr tief sind, die Arbeitserbringung oft flexibel ist und sie beispielsweise auch für wenig mobile Personen zugänglich sind. Entsprechend kann Personen der Einstieg in den Arbeitsmarkt ermöglicht werden, denen er bisher verwehrt blieb. Die auf solchen Plattformen ausgeschrieben Arbeiten sind jedoch oft zeitlich begrenzt und die zukünftigen Verdienstmöglichkeiten unsicher. Eine erhebliche Unsicherheit ist allen diesen Arbeitsverhältnissen gemein. Wenn Arbeiten auf Plattformen digital erledigt werden können, besteht zudem oftmals eine globale Konkurrenzsituation mit für Schweizer Verhältnisse tiefen Löhnen. Erfolgt die Leistungserbringung lokal, so ist diese Problematik weniger ausgeprägt.

¹ Vgl. Ecoplan (2017) für die Operationalisierung von Unsicherheit und Einkommensgrenzen.

Gleich lange Spiesse für Plattformen und Offline-Arbeitsmarkt notwendig

In der Folge besteht in der Plattform-Ökonomie ein gewisses Risiko der Entstehung prekärer Arbeitsverhältnisse. Dieser Umstand wird dadurch verstärkt, dass mit heutiger Rechtslage oftmals nicht a priori klar ist, ob diese Personen arbeits- und sozialversicherungsrechtlich als selbstständig oder unselbstständig erwerbend gelten. Zusätzlich ist es schwierig, die Einhaltung von arbeitsrechtlichen und anderen Schutzvorschriften in der Plattformökonomie zu kontrollieren und durchzusetzen. Um die sozialstaatlichen Sicherheiten im digitalisierten Arbeitsmarkt garantieren zu können, ist es erforderlich, dass eine – allenfalls angepasste – Regulierung auch auf diesen Bereich Anwendung findet. So können die Rahmenbedingungen für eine nachhaltige Entwicklung von digitalen Plattformen gesetzt werden, ohne dabei durch ein tieferes Schutzniveau den Offline-Arbeitsmarkt systematisch zu benachteiligen und dadurch das Funktionieren von Arbeitsmarkt und Sozialstaat zu gefährden.

Literaturangaben

Ecoplan (2017)

— Die Entwicklung atypisch-prekärer Arbeitsverhältnisse in der Schweiz. Nachfolgestudie zu den Studien von 2003 und 2010, unter Berücksichtigung neuer Arbeitsformen. Bern.

ILO (2016)

— Non-Standard Employment around the World. Understanding challenges, shaping prospects. Genf.

Zum Autor

Michael Mattmann



Michael Mattmann, Master of Science in Economics, ist Projektleiter beim Forschungs- und Beratungsunternehmen Ecoplan in Bern. Seine Tätigkeitsschwerpunkte liegen in den Bereichen Arbeitsmarkt, Soziale Sicherheit und quantitative Forschungsmethoden.



Ungleichheit in der Schweiz: Widersprüchliche Entwicklungstendenzen

Christian Suter und Laura Ravazzini, Universität Neuenburg

Die Ungleichheit beim Haushaltseinkommen hat sich in der Schweiz in den letzten Jahren kaum verändert. Anders sieht es bei den Löhnen aus: Tiefe und mittlere Löhne sind nur leicht gestiegen, Toplöhne hingegen überdurchschnittlich. Auch die Vermögensungleichheit hat zugenommen und ist in der Schweiz generell sehr hoch. Es besteht Handlungsbedarf.

Die Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung setzt sich zum Ziel, die Ungleichheit innerhalb und zwischen Staaten zu verringern, um allen gesellschaftlichen Gruppen, und dabei insbesondere den ärmsten Bevölkerungsgruppen, die Teilhabe am sozialen, kulturellen, politischen und wirtschaftlichen Leben zu ermöglichen. Konkret wird für die einkommensschwächsten 40% der Bevölkerung ein über dem nationalen Durchschnitt liegendes Einkommenswachstum gefordert.

Im folgenden Beitrag werden wir uns auf die Frage konzentrieren, wie es um die Ungleichheit zwischen Individuen bzw. Haushalten innerhalb der Schweiz in Bezug auf drei Kerndimensionen sozialer Ungleichheit steht, nämlich der Einkommens-, Lohn- und Vermögensungleichheit. Dabei untersuchen wir, wie sich diese Ungleichheiten in den letzten Jahren in der Schweiz verändert haben.

Einkommensungleichheit: Konstante Ungleichheit beim verfügbaren Haushaltseinkommen

Wie hat sich die Verteilung des verfügbaren Haushaltseinkommens in den letzten Jahren verändert? Für die Schweiz lässt sich insgesamt festhalten, dass die Haushaltseinkommensungleichheit aktuell etwa gleich hoch ist wie zu Beginn des Jahrtausends. So variiert der Gini-Koeffizient – das wohl bekannteste Ungleichheitsmass, das einen Wert zwischen 0 (perfekte Gleichheit) und 1 (maximale Ungleichheit) aufweisen kann – je nach Datenquelle und Jahr zwischen 0.28 und 0.32 mit einer leicht abnehmenden Tendenz (siehe Abbildung). Dabei steigt die Einkommensungleichheit in wirtschaftlichen

Boomjahren leicht an und geht in ökonomischen Rezessionen wieder leicht zurück. Dieser Einfluss der Konjunkturentwicklung liegt einerseits am ausgleichenden Effekt der Sozialpolitik, die die Einkommen der ärmeren Haushalte in Krisenjahren stabilisiert. Andererseits reagieren sehr hohe Einkommen sensibler auf das Wirtschaftswachstum als tiefe und mittlere Einkommen.

Aus der Abbildung geht auch hervor, dass das verfügbare Haushaltseinkommen ausgeglichener verteilt ist als das individuelle Nettoeinkommen und die Arbeitseinkommen bzw. Löhne. So liegen die Gini-Koeffizienten des Nettoeinkommens (Steuerdaten) bei 0.45 und bei den Löhnen zwischen 0.30 und 0.35.

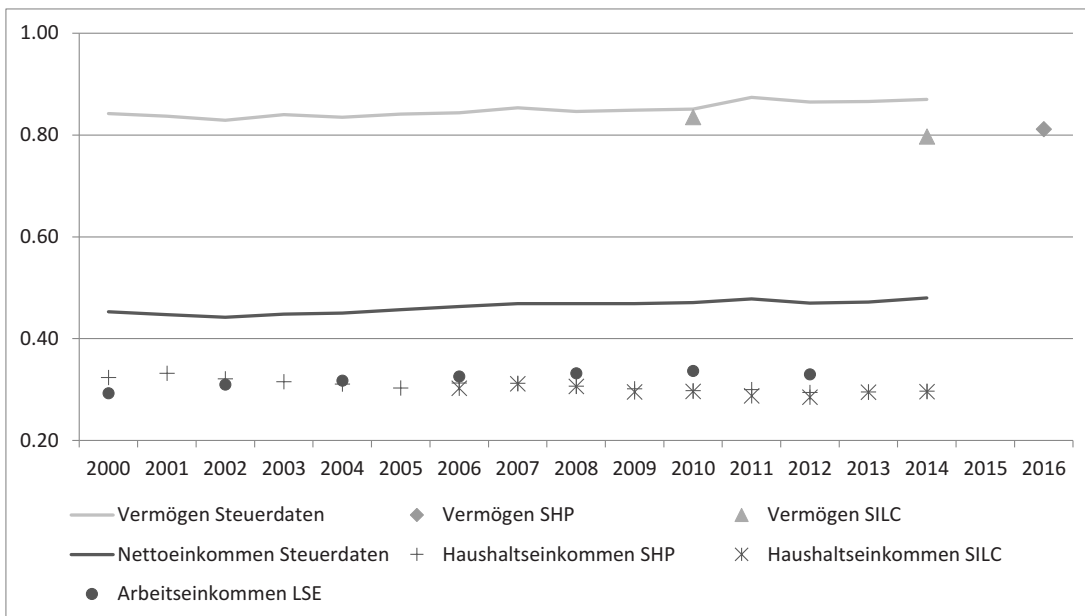
Individuelle Arbeitseinkommen: Steigende Ungleichheit bei den Löhnen

Das Bild einer weitgehend stabilen Einkommensungleichheit auf der Ebene der verfügbaren Haushaltseinkommen wird jedoch relativiert bei Betrachtung der individuellen Erwerbseinkommen. So hat sich die Lohnschere in der Schweiz im Verlaufe der letzten zehn Jahre ausgeweitet. Hauptmotor dieser Entwicklung sind angesichts nur leicht gestiegener tiefer und mittlerer Löhne die überdurchschnittlich gewachsenen Toplöhne. So stiegen zwischen 2000 und 2012 die niedrigsten 10% der Löhne real lediglich um ca. 5% und die mittleren Löhne um ca. 12%, wohingegen die obersten 10% der Löhne um gegen 30% zulegten. Dies schlägt sich in einer entsprechenden Zunahme des Gini-Koeffizienten zwischen 2000 und 2008 von 0.29 auf 0.33 nieder (siehe Abbildung).

Vermögensverteilung: Zunehmende Ungleichheit auf hohem Niveau

Die Ungleichheit der Vermögen ist in der Schweiz sehr hoch. So liegt der Gini-Koeffizient der Vermögensungleichheit bei über 0.80 – unabhängig davon, ob man sich auf Steuerdaten oder Umfragedaten stützt. Dies ist eine extrem hohe Ungleichheit und die Schweiz gehört damit zu den Ländern mit der höchsten Vermögensungleichheit

62 **Abbildung: Entwicklung der Einkommens-, Lohn- und Vermögensungleichheit in der Schweiz (Gini-Koeffizient 2000–2016)**



Weitere Informationen zur Abbildung

Anmerkungen

Daten sind gewichtet. Vermögensungleichheit für SILC 2010 vermutlich überschätzt aufgrund eines Filterfehlers im Fragebogen. Steuerdaten zum Einkommen überschätzen das Ausmass der Einkommensungleichheit, da sie das Einkommen von Steuerhaushalten, die aufgrund ihres tiefen Einkommens nicht steuerpflichtig sind, nicht berücksichtigen. Das Nettoeinkommen (Steuerdaten) bezieht sich auf das Einkommen der Steuereinheiten vor Abzug von Steuern und Krankenkassenprämien sowie ohne Gewichtung mit der Haushaltsgrösse. Das Haushaltseinkommen (SILC, SHP) entspricht dem verfügbaren Haushaltsäquivalenzeinkommen. Der Gini-Koeffizient ist ein Ungleichheitsmass, das zwischen 0 (perfekte Gleichheit) und 1 (maximale Ungleichheit) variiert.

Abkürzungen

SILC: Statistics on Income and Living Conditions
 SHP: Schweizer Haushalts-Panel
 LSE: Lohnstrukturerhebung

Quelle

SILC: BFS, eigene Berechnung; SHP, eigene Berechnung; Steuerdaten: ESTV 2014; LSE: BFS, eigene Berechnung. Daten und Ergebnisse basieren auf Untersuchungen, die im Rahmen zweier vom Schweizerischen Nationalfonds geförderter Forschungsprojekte (Projektnr. 100017_143320 sowie 10001AL_166319) erarbeitet wurden.

der Welt. Der Verlauf der Vermögensungleichheit bei den Steuerdaten scheint darüber hinaus darauf hinzudeuten, dass die Vermögensungleichheit zwischen 2000 und 2011 eher noch zugenommen hat. Tatsächlich zeigen detailliertere Untersuchungen, dass die Vermögen der reichsten 1% der Steuerhaushalte überdurchschnittlich stark gewachsen sind. Wie in anderen Ländern ist die Vermögensverteilung auch in der Schweiz durch erhebliche generationelle Ungleichheiten geprägt. Während sich jedoch in anderen Ländern die Vermögen bei den über 65-Jährigen aufgrund des Vermögensverzehr im Rentenalter verringern, ist dies bei den vermögenden Schweizer Rentnern und Rentnerinnen nicht der Fall.

Fazit

Die Entwicklung der wirtschaftlichen Ungleichheiten in der Schweizer Bevölkerung zeigt ein vielschichtiges und zum Teil widersprüchliches Bild. So liegt das Niveau der Ungleichheit der Haushaltseinkommen in der Schweiz im internationalen Vergleich im bzw. leicht unter dem Durchschnitt anderer vergleichbarer Länder und die Ungleichheitsentwicklung in den letzten Jahren ist stabil. Demgegenüber weisen die Lohneinkommen und die Vermögen eine steigende Ungleichheit auf. Die Schweiz hat damit das SDG-Ziel einer überdurchschnittlichen Erhöhung des Einkommenswachstums der einkommensschwächsten 40% der Bevölkerung noch nicht erreicht. Handlungsbedarf besteht insbesondere bei den Lohneinkommen und der Vermögensungleichheit. Zudem sollten bei der Vermögensungleichheit in Zukunft die Guthaben der 1. und 2. Säule der Altersvorsorge einbezogen werden. Schliesslich fehlt bislang ein systematisches Reporting der Ungleichheitsentwicklung in Bezug auf die hier behandelten verschiedenen Ungleichheitsdimensionen.

Zu den AutorInnen

Christian Suter



Christian Suter ist Professor für Soziologie an der Universität Neuenburg. Seine derzeitigen Arbeitsschwerpunkte sind soziale Ungleichheit, soziale Indikatoren und Sozialberichterstattung sowie Globalisierung und Weltgesellschaft.

Laura Ravazzini



Laura Ravazzini ist Doktorandin und wissenschaftliche Mitarbeiterin am soziologischen Institut der Universität Neuenburg sowie bei FORS an der Universität Lausanne. Ihr Forschungsschwerpunkt ist soziale und wirtschaftliche Ungleichheit, insbesondere Einkommens- und Vermögensungleichheit.

Mesures politiques contre les inégalités

Jean-Michel Bonvin, Université de Genève



64

L'Objectif 10 de l'Agenda 2030 de développement durable vise à «réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre». Plus spécifiquement, il s'agit de diminuer les inégalités matérielles et de résultats d'une part, de promouvoir l'égalité des chances d'autre part. Voyons les défis que cela représente dans le contexte suisse.

La réduction des inégalités matérielles passe par l'accès à des prestations sociales de remplacement d'un niveau adéquat pour toutes les personnes ne tirant pas de revenu d'une activité lucrative. En Suisse, le système d'assurances sociales est étendu et sert des prestations d'un niveau et d'une durée plutôt élevés en comparaison internationale. Ces prestations permettent de réduire significativement le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté. Dans les deux dernières décennies, les conditions d'octroi et de maintien du droit aux prestations se sont toutefois durcies dans de nombreux domaines (chômage, invalidité, aide sociale), ce qui a rendu leur accès plus difficile, notamment dans un contexte où l'assainissement financier des assurances sociales est présenté comme une priorité. Des études seraient ici nécessaires pour évaluer avec précision les effets entraînés par ces conditions restrictives et, surtout, pour savoir ce qu'il advient de ceux qui ne remplissent pas ces conditions et sont donc exclus des prestations: sont-ils renvoyés à l'aide sociale ou doivent-ils compter sur l'aide de leurs proches ou d'associations? Un autre développement préoccupant à cet égard concerne la précarisation du marché du travail qui est illustrée par l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres, dont le revenu doit souvent être complété par des prestations d'assistance sociale. De la sorte, le tra-

vail ne joue plus autant qu'auparavant son rôle d'intégrateur social et devient même parfois un facteur d'augmentation de la précarité et de la pauvreté. Cette évolution requiert aussi de repenser l'articulation travail-protection sociale, dans l'optique d'une réduction des inégalités matérielles.

Programmes à adapter mieux aux exigences

La promotion de l'égalité des chances passe notamment par la possibilité donnée à tous de se former tout au long de la vie et le développement de programmes dits d'«éducation de la deuxième chance». A ce titre, la Suisse se signale par un accroissement important des mesures actives dans le champ de l'assurance-chômage, l'assurance-invalidité et l'aide sociale. A quelques exceptions près, ces programmes restent toutefois d'ampleur et de durée modestes et ne suffisent pas à octroyer des qualifications reconnues. Il s'agit plutôt d'apprendre à rédiger des CV ou des lettres de motivation convaincantes, d'acquérir des compétences de base en français ou en informatique, toutes choses très utiles mais qui ne permettent pas toujours de convaincre des employeurs potentiels. De plus, les programmes existants sont souvent réservés aux plus qualifiés parmi les bénéficiaires de prestations sociales, ceux pour qui les retours attendus sur investissement apparaissent plus élevés. De fait, la logique d'investissement social qui prévaut dans de tels programmes entraîne des effets de sélectivité qui voit les mesures les plus ambitieuses se concentrer sur les publics les moins défavorisés, ce qui est désigné comme un «effet Matthieu» dans le jargon académique. Au-delà, on observe aussi des phénomènes d'auto-sélection par les bénéficiaires eux-mêmes qui soit ne souhaitent pas se soumettre

aux exigences posées par ces mesures, soit s'en jugent incapables, ce qui conduit à l'augmentation du non-recours aux prestations sociales. Au final, des programmes visant à promouvoir l'égalité des chances n'y parviennent que partiellement, en raison de leur amplitude limitée et de leurs effets de sélection et d'auto-sélection. Ici aussi, des études sont nécessaires pour documenter avec précision l'amplitude de ses effets. La prégnance des pratiques discriminatoires sur le marché du travail, notamment en lien avec l'âge, la nationalité, le sexe ou le handicap, est aussi une question qui mériterait une attention supplémentaire, dans la mesure où de tels comportements empêchent l'égalisation des chances et des opportunités pour les personnes concernées.

Des efforts à faire

Au total, il apparaît que la Suisse peut déployer des efforts supplémentaires en vue de l'atteinte de l'Objectif 10 de l'Agenda de développement durable. D'une part, la réduction des inégalités matérielles passe par un accès garanti à des prestations sociales de qualité et par une redéfinition de l'articulation travail-protection sociale dans un contexte où le travail ne joue pas toujours son rôle d'intégrateur social. D'autre part, la promotion de l'égalité des chances requiert le développement de programmes d'«éducation de la deuxième chance» encore plus ambitieux et dont l'accessibilité est garantie à tous, ainsi que la mise en place d'une action résolue contre les pratiques discriminatoires sur le marché du travail. La recherche académique a un rôle important à jouer pour combler les lacunes existantes dans notre connaissance de ces phénomènes.

L'auteur

Jean-Michel Bonvin



Jean-Michel Bonvin est professeur de sociologie et socioéconomie à l'Université de Genève. Ses champs d'expertise recouvrent les politiques sociales et de l'emploi, l'innovation organisationnelle dans le secteur public et le tiers secteur, la sociologie du travail et des entreprises et les théories de la justice, notamment l'approche par les capacités.

Ses projets de recherches sont financés, entre autres, par le Fonds national de la recherche suisse et par l'Union européenne. Depuis 2008, Jean-Michel Bonvin est président de l'Association suisse de politique sociale.



Ressourcenschonend konsumieren und produzieren

Patrick Wäger und Heinz Böni, Empa, Materials Science and Technology

66

Die internationale Umweltpolitik konnte seit den 70er-Jahren immer wieder grössere Erfolge verzeichnen. Jüngste Beispiele sind das Minamata Quecksilber-Übereinkommen 2013, in welchem die Schweiz eine tragende Rolle übernommen hat, oder die Einigung an der Pariser Klimakonferenz von 2015 für die globale Reduktion der Treibhausgasemissionen. Trotz dieser Erfolge besteht weitgehend Einigkeit, dass der Ressourcenverbrauch durch Produktion und Konsum in Zukunft deutlich reduziert werden muss, um die ökologischen Belastungsgrenzen unseres Planeten einzuhalten. Die Schweiz hat zwar bereits erste Schritte in die richtige Richtung getan, es gibt jedoch noch viel zu tun.

Produktion und Konsum von Gütern verbrauchen grosse Material- und Energiemengen. Obwohl die Materialeffizienz, d.h. der Materialfussabdruck¹ im Verhältnis zum Bruttoinlandsprodukt (BIP), in der Schweiz zwischen 2000 und 2014 zugenommen hat (BFS, 2017), konsumiert die Gesellschaft weiterhin viel mehr natürliche Ressourcen, als die Ökosysteme nachhaltig bereitstellen können (Global Footprint Network, 2017). Um den Verbrauch natürlicher Ressourcen auf ein ökosystemverträgliches Mass zu reduzieren, muss deshalb die Art und Weise, wie unsere Gesellschaft Güter produziert und konsumiert, grundlegend verändert werden.

Das Sustainable Development Goal (SDG) 12 der Agenda 2030 zielt darauf ab, nachhaltige Konsum- und Produktionsmuster sicherzustellen, und umfasst insgesamt 11 Unterziele (Targets). Diese beinhalten Forderungen

gen betreffend u.a. die Umsetzung des Zehnjahres-Programmrahmens für nachhaltige Konsum- und Produktionsmuster der Vereinten Nationen (10-Year-Framework of Programmes), die nachhaltige Bewirtschaftung und effiziente Nutzung natürlicher Ressourcen, den umweltverträglichen Umgang mit Chemikalien und allen Abfällen entlang des gesamten Lebenszyklus, die Verminderung des Abfallaufkommens durch Vermeidung, Verminderung, Wiederverwertung und Wiederverwendung, die Verringerung der Nahrungsmittelverschwendung, die Einführung bzw. Förderung nachhaltiger Verfahren in Unternehmen und der öffentlichen Beschaffung sowie die Bereitstellung von Informationen für eine nachhaltige Entwicklung und Lebensweise in Harmonie mit der Natur (United Nations, 2015). Forderungen zur Sicherstellung nachhaltiger Konsum- und Produktionsmuster der Agenda 2030 beschränken sich jedoch nicht allein auf SDG 12, sondern sind auch Gegenstand weiterer (Unter-) Ziele, etwa die angestrebte schrittweise Verbesserung der weltweiten Ressourceneffizienz in Konsum und Produktion und Entkopplung von Wirtschaftswachstum und Umweltzerstörung (Unterziel 8.4).

Bisherige Anstrengungen der Schweiz

Die Schweiz hat bereits verschiedene Anstrengungen unternommen, um den Ressourcenverbrauch zu reduzieren. So fasste im Herbst 2010 der Bundesrat einen Beschluss zur grünen Wirtschaft und erteilte der Verwaltung Aufträge in sechs Handlungsfeldern. Im Bericht des UVEK an den Bundesrat zur grünen Wirtschaft (BAFU, 2016) wurden entsprechende Massnahmen für die Periode 2016–19 festgelegt, mit Schwerpunkten in den Bereichen Konsum und Produktion sowie Abfälle und Rohstoffe. Unter der Leitung des BAFU und in Zusammenarbeit mit Persönlichkeiten aus Wirtschaft, Wissenschaft, Gesellschaft sowie öffentlicher Hand wiederum wurde das Denkmodell «Go for Impact» entwickelt, welches sich an den Zielen der Agenda 2030 orientiert und Wege aufzeigt, wie die Schweiz entlang der Pole «Innovate», «Integrate»

¹ Der Materialfussabdruck entspricht dem inländischen Materialverbrauch (RMC), welcher sich aus der genutzten inländischen Gewinnung und den Importen in Rohstoffäquivalenten zusammensetzt, abzüglich der Exporte in Rohstoffäquivalenten (s. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/raum-umwelt/umweltgesamtrechnung/materialfluesse.html>).

und «Impact» schneller und wirkungsvoller eine ressourcenschonende Konsum- und Wirtschaftsweise erreichen kann.² Im Januar 2018 fand ferner das Kick-off des neuen Nationalen Forschungsprogramms (NFP) 73 «Nachhaltige Wirtschaft» statt. Das NFP 73 umfasst insgesamt 25 Projekte, von denen 12 einen direkten Bezug zum SDG 12 der Agenda 2030 haben.³

Es gibt noch viel zu tun

Auch wenn die bisherigen Anstrengungen in die richtige Richtung weisen, gibt es noch viel zu tun, um der Übernutzung natürlicher Ressourcen zu begegnen und die natürlichen Lebensgrundlagen für die nächsten Generationen zu erhalten. Wichtige Erfolgsfaktoren für die Transition zu einer nachhaltigeren, ressourceneffizienten Gesellschaft sind die Bereitschaft aller relevanten Akteure u.a. (a) zur konstruktiven Zusammenarbeit, (b) zur Einnahme einer systemischen Perspektive, welche u.a. die gesamte Wertschöpfungs- bzw. Lieferkette in den Blick nimmt und mögliche Folgeeffekte (etwa Mengenausweitungen durch Effizienzsteigerungen bzw. Rebound-Effekte) antizipiert, (c) soziale, wirtschaftliche und technische Innovationen durch Realisierung von Prototypen und Initiierung von Pilotprojekten auszuprobieren und verfügbar zu machen, einschliesslich der Möglichkeiten, die sich durch Trends wie Digitalisierung, Industrie 4.0 bzw. «Additive Manufacturing» oder «Sharing Economy» ergeben, (d) die Prinzipien einer Kreislaufwirtschaft konsequenter umzusetzen und (e) neben Innovation den Fokus vermehrt auch auf Exnovation zu legen, d.h. auf den Ausstieg aus nicht nachhaltigen Infrastrukturen, Technologien, Produkten und Praktiken.

² S. <https://www.gruenewirtschaft.admin.ch/grwi/de/home/go-for-impact/Go-for-Impact.html>

³ S. <http://www.nfp73.ch/de/projekte/alle-projekte>

Zu den Autoren

Patrick Wäger



Patrick Wäger, Studium der Chemie, Philosophie und Soziologie, Promotion am Institut für Toxikologie der ETH und Universität Zürich, Leiter der Abteilung Technologie & Gesellschaft der Empa, erforscht mit seiner Abteilung die Bedingungen und Möglichkeiten einer Transition zu einer nachhaltigeren (post-fossilen, ressourcenschonenden) Gesellschaft.

Heinz Böni



Heinz Böni, dipl. Ing. ETH: Seit 2012 Leiter der Forschungsgruppe Kritische Materialien und Ressourceneffizienz an der Abteilung Technologie und Gesellschaft. Von 2011 bis 2016 Leiter a.i. der Abteilung Technologie und Gesellschaft. Sein Forschungsgebiet sind die Schliessung und die Effizienz von Materialkreisläufen und der Umgang und die Rückgewinnung kritischer Rohstoffe aus Elektronikprodukten.

Literatur

- BAFU (2016): Grüne Wirtschaft. Massnahmen des Bundes für eine ressourcenschonende, zukunftsfähige Schweiz. Bericht an den Bundesrat. Bern, 20. April 2016.
- BFS (2017): Materialverbrauch. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/querschnittsthemen/wohlfahrtsmessung/indikatoren/materialverbrauch.html>. Letzter Aufruf: 9.3.2018.
- Global Footprint Network (2017): Ecological Wealth of Nations. https://www.footprintnetwork.org/content/documents/ecological_footprint_nations/ Letzter Aufruf: 9.3.2018.
- United Nations (2015): Transforming Our World: The 2030 Agenda for Sustainable Development. New York.

Die Schweiz im Kontext von Frieden und Gerechtigkeit

Anna Leissing, swisspeace



68

Nachhaltige Entwicklung ist nicht ohne Frieden und Gerechtigkeit möglich. Gleichzeitig erfordern friedliche und inklusive Gesellschaften wirtschaftliche, politische und soziale Entwicklung. Dieser fundamentale Zusammenhang wurde mit dem Nachhaltigkeitsziel 16 zu friedlichen und gerechten Gesellschaften in die gemeinsame Vision zur Transformation unserer Welt – die Agenda 2030 – aufgenommen.

Die Schweiz geniesst den Ruf eines friedlichen Landes und engagiert sich weltweit für Frieden und Gerechtigkeit. In vielen konflikt- und gewaltgeprägten Kontexten unterstützt sie Programme zum Schutz der Menschenrechte und zur Stärkung der Rechtsstaatlichkeit. Sie setzt sich für Dialog und Mediation in Friedensprozessen ein, leistet humanitäre Hilfe in Konfliktgebieten und hilft beim Wiederaufbau. Zudem fördert sie Initiativen zur Reduktion von Gewalt und Diskriminierung und trägt zur Schaffung einer Kultur des Friedens bei.

Nebst diesen Aktivitäten, die in ganz direkter Verbindung zum Nachhaltigkeitsziel 16 «Frieden, Gerechtigkeit und starke Institutionen» stehen, unterstützt die Schweiz mit der Pathfinders-Initiative einen umfassenden Ansatz für friedliche, gerechte und inklusive Gesellschaften weltweit. Die Schnittstellen zu anderen Zielen der Agenda 2030 werden hier in den Vordergrund gerückt. So können Frieden und Gerechtigkeit zum Beispiel nicht ohne Bezug zur Geschlechtergleichstellung (Ziel 5) oder zur Reduktion von Ungleichheit (Ziel 10) gedacht werden. Auch Strategien und Initiativen in den Bereichen Armutsreduktion (Ziel 1), Bildung (Ziel 4) oder Arbeit (Ziel 8) müssen miteinbezogen werden.

Aussenpolitik rüttelt am Image

Dieses durchwegs positive Bild des Schweizer Engagements für Frieden und Gerechtigkeit ist jedoch unvollständig ohne einen kritischen Blick auf die Bereiche der Schweizer Aussenpolitik, die im Widerspruch zur Agenda 2030 stehen. Dazu gehören zum Beispiel die Schweizer

Waffenexportpolitik, die auch Waffenlieferungen in Konfliktgebiete erlaubt und damit riskiert, Menschenrechtsverletzungen und gewaltsame Auseinandersetzungen zu fördern. Auch die mangelnden Regulierungen für Banken und Unternehmen mit Sitz in der Schweiz zählen dazu, da dadurch illegale Finanzflüsse, problematische Investitionen und Menschenrechtsverletzungen durch Grosskonzerne im rechtlichen Nimbus verbleiben. Die Herausforderung für die Schweiz liegt also darin, die Glaubwürdigkeit und Wirkung des Engagements für Frieden und Gerechtigkeit nicht durch eine im Widerspruch stehende Wirtschaftsaussenpolitik zu untergraben.

Dringender Handlungsbedarf auch in der Schweiz

Innenpolitisch zeichnet sich ein ähnliches Bild. Grundsätzlich geht es uns gut in der Schweiz. Für eine Mehrheit sind die grundlegenden Menschenrechte gewährleistet und Konflikte werden meist im Dialog und über rechtsstaatliche Mechanismen gelöst. Trotzdem wäre es falsch, die Schweiz hier unkritisch aufs Podest zu stellen. In der dritten Allgemeinen Periodischen Überprüfung (UPR) durch den UNO-Menschenrechtsrat wurde die Schweiz auf dringenden Handlungsbedarf bezüglich Diskriminierung und geschlechtsspezifische Gewalt hingewiesen. Nach wie vor bestehen grosse Herausforderungen rund um die politische Partizipation der Schweizer Bevölkerung ohne Schweizer Pass, Lohnungleichheit zwischen Mann und Frau, Polizeigewalt, Extremismus, Rassismus und Ausgrenzung gegenüber Migrantinnen und Migranten oder soziale Ungleichheit beim Zugang zu tertiärer Bildung.

Kohärenz zwischen Innen- und Aussenpolitik herstellen

Der Schweizer Einsatz im Ausland, zum Beispiel für die Partizipation von Minderheiten oder die Achtung der Menschenrechte durch die Polizei, ist im Inland ebenso nötig. Hier stellt sich die Frage, wie Politikkohärenz zwischen der Innen- und der Aussenpolitik hergestellt und Synergien genutzt werden können. Plattformen und Netz-

SAGW-Veranstaltungsreihe zu den SDGs

69

werke wie die Schweizerische Plattform für Friedensförderung KOFF können hier eine konstruktive Rolle spielen. KOFF bringt staatliche und zivilgesellschaftliche, akademische und praxisorientierte, im In- und Ausland tätige Akteure in den Austausch. An den Schnittstellen verschiedener gesellschaftlicher Sektoren und Forschungsdisziplinen auf lokaler, nationaler und internationaler Ebene wird damit gemeinsames Lernen gefördert. Dadurch können integrale und innovative Strategien und Ansätze entwickelt und Synergien nutzbar gemacht werden. Diese gemeinsame Vorgehensweise ist für Frieden und Gerechtigkeit in der Schweiz und weltweit unabdingbar.

Die SAGW engagiert sich für die Erarbeitung und Verbreitung von geistes- und sozialwissenschaftlichen Beiträgen zu den SDGs, und hat ihre Mitgliedsgesellschaften zur Mitwirkung an der Veranstaltungsreihe «Sustainable Development Goals: Der Beitrag der Geistes- und Sozialwissenschaften» aufgerufen. Ausserdem findet sich auf der SAGW-Website eine Sammlung von sozial- und geisteswissenschaftlichen Beiträgen zu verschiedenen relevanten Zielen der Agenda 2030 (die Liste wird laufend ergänzt).

Zur Autorin

Anna Leissing



Anna Leissing hat einen MA in Sozialanthropologie des Transnationalismus und des Staates der Universität Bern. Sie arbeitet bei der Schweizer Friedensstiftung swisspeace und leitet dort die Schweizer Plattform für Friedensförderung KOFF. Früher war Anna Leissing Koordinatorin des Guatemalanetz Bern, das sich für die Menschenrechte der indigenen

Bevölkerung Guatemalas in Konflikten rund um Land und Ressourcen starkmacht. Anna Leissing arbeitete ausserdem für die Gesellschaft für bedrohte Völker als Kampagnen- und Projektleiterin mit Fokus auf Menschenrechte in Sri Lanka, sowie für HELVETAS Swiss Intercooperation als Assistentin der Geschäftsleitung.

Mehr Informationen

Mehr Informationen über die Aktivitäten der SAGW und ihrer Mitgliedsgesellschaften rund um die SDGs: www.sagw.ch/sdg

Aufruf an unsere Mitgliedsgesellschaften: Interessiert Sie die Mitwirkung an der Veranstaltungsreihe und/oder möchten Sie auf der SAGW-Website einen bestimmten Beitrag zu den SDGs verzeichnen? Bitte melden Sie sich bei lea.berger@sagw.ch

Weiterführende Informationen zu den SDGs:

<https://www.eda.admin.ch/agenda2030>

Weitere Informationen

Pathfinders-Initiative: <http://cic.nyu.edu/programs/sdg16plus>

UPR-Verfahren zur Schweiz: <https://www.humanrights.ch/de/menschenrechte-schweiz/upr/>

Schweizer Plattform für Friedensförderung KOFF: <http://koff.swisspeace.ch/>